

La Voix de Varsovie

REVUE BI-MENSUELLE DE LA VIE POLONAISE

SOMMAIRE

Hommage à la Finlande.

Stanisław LUBIENIECKI : L'aspect de Varsovie pendant le dernier jour du siège.

Anatole de MONZIE. Ministre des Travaux Publics : Kościuszko.

Wacław GRZYBOWSKI, Ambassadeur de Pologne : Émigration.

PEREGRINUS : Échanges de populations.

Tadeusz WAŁEK CZERNECKI, Professeur à l'Université de Varsovie : Guerres de conquête et guerres d'extermination.

O. FORST DE BATTAGLIA : Coup d'œil sur les lettres polonaises contemporaines.

La Quinzaine Polonaise :

L'installation du Gouvernement Polonais à Angers. — Le voyage à Londres du Général Sikorski. — La Mer Baltique sans la Pologne, par HENRI DE MONTFORT.

Documentation polonaise.

La statistique linguistique de la République Polonaise : La Poméranie.

ALCAN

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Prix : 5 francs.

La Voix de Varsovie

REVUE BI-MENSUELLE DE LA VIE POLONAISE

Rédacteur en chef :

O. HALECKI

Professeur à l'Université de Varsovie
Membre de l'Académie Polonaise
Correspondant de l'Institut de France.

TARIF DES ABONNEMENTS

Un an : France et Colonies..... 100 frs.

Étranger :

Pays ayant adhéré à la Convention de Stockholm. 125 frs.

Autres pays..... 145 frs.

RÉDACTION

6, Quai d'Orléans, Paris, IV^e
Tél. : Odéon 35-61

ADMINISTRATION

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain, Paris, VI^e

Tél. : Danton 48-64

Chèques postaux : Paris 392-33

HOMMAGE A LA FINLANDE

De nouveau, un pays qui ne désirait que vivre en paix, est victime d'une de ces lâches agressions qui déshonorent notre époque. Sans attendre le dénouement du drame qui se déroule en Finlande, nous nous empressons de nous associer aux protestations indignées qui s'élèvent dans tout le monde civilisé, aux témoignages de sympathie et d'admiration que tous les peuples libres rendent aujourd'hui à la vaillante nation finlandaise.

Elle est attaquée par l'ennemi commun qui ne cessait de menacer la Finlande et la Pologne depuis la fin du moyen âge. L'une et l'autre ont subi, au XIX^e siècle, la domination moscovite, avec les mêmes violations de l'autonomie qui, d'abord, leur avait été garantie, et avec les mêmes tentatives de russification aussi brutales que vaines. Simultanément, à l'issue de la dernière guerre, la Finlande et la Pologne ont retrouvé leur indépendance, non sans avoir dû la défendre immédiatement contre l'impérialisme soviétique. Entretenant les relations les plus amicales, les deux républiques se sont livrées ensuite, pendant vingt ans, à un intense travail pacifique, couronné des plus beaux succès. Mais le parallélisme de leurs destinées vient s'affirmer, une fois de plus, dans le danger et dans la souffrance.

Ce danger et cette souffrance, la Finlande, comme la Pologne, les a préférés au déshonneur et à l'asservissement. Elle ne s'est pas laissée terroriser par notre expérience douloureuse, toute récente, qu'on lui avait cyniquement rappelée. Comme Varsovie, Helsinki commence à connaître les horreurs des bombardements que, tout comme chez nous, un agresseur perfide dirige contre la population civile, tout en prétendant ne viser que les objectifs militaires. Nul ne le regrette plus que nous et nous regrettons, avec tous les hommes de bonne volonté, cette nouvelle extension de la guerre. Mais ce qui s'étend en même temps, c'est le bouleversement des consciences, et ce sont les horizons de la reconstruction qui suivra la tourmente.

Nous souhaitons de tout cœur que la Finlande, plus heureuse que la Pologne en ce qu'elle n'a qu'un seul adversaire à combattre, puisse lui résister victorieusement. Mais nous souhaitons également que ce soit la dernière fois qu'une nation soi-disant petite reste abandonnée toute seule à la merci d'un voisin qui abuse de sa force supérieure. Espérons que, dans l'Europe future, dans l'ordre nouveau que la victoire des alliés aura établi d'une manière plus définitive qu'en 1918, des situations pareilles ne se reproduiront plus jamais !

L'ASPECT DE VARSOVIE PENDANT LE DERNIER JOUR DU SIÈGE

Après une canonnade qui dura trois jours et quelques dizaines d'attaques aériennes, un silence étrange plane sur la capitale polonaise. Les pourparlers de l'armistice sont déjà engagés.

Ceux d'entre les Polonais qui ont contemplé, autrefois, de l'autre rive de la Vistule, notre belle capitale, ont certainement gardé dans leur mémoire la silhouette tranquille et sévère du Château Royal, la coupole de l'église évangélique, du haut de laquelle le général Bem avait commandé l'artillerie, lors de l'attaque des Moscovites en 1831, et les deux tours élancées de l'église du Sauveur.

Aujourd'hui, Varsovie est tout autre. Quelques cheminées calcinées et quelques pans de murs criblés de grenades se dressent là où il y avait le château. Des décombres de nos glorieux monuments historiques semble monter vers le ciel un cri de protestation contre les barbares de l'Ouest. Non seulement ils ont foulé, au nom du vain orgueil de leur race, les droits éthiques qui règlent, depuis deux mille ans, les rapports des Etats et des peuples, mais ils ont mis encore un acharnement particulier à effacer de la surface de la terre jusqu'au souvenir de la culture et de l'art de la Pologne qui, la première, leur a offert une résistance. Ils nous ont détruit le Château Royal, mais ses ruines mêmes sont devenues un monument qui témoigne du vandalisme des envahisseurs.

Auprès du château, la haute colonne de Sigismond, toujours debout, paraît grandie. Appuyé sur la croix, le roi a triomphé de la débâcle et contemple de son haut piédestal, comme depuis des siècles, la capitale qui s'étend à ses pieds.

Au-dessus des monceaux de matériaux de l'ancienne maison qui se trouvait du côté opposé de la place, montent, plus claires et plus sveltes que jamais, les murailles de la cathédrale de Saint-Jean. Elles paraissent intactes de l'extérieur, mais, en entrant, on aperçoit dans la voûte le trou béant ouvert par la grenade qui avait, de plus, brisé les orgues — les plus célèbres orgues de la Pologne — et précipité dans le vide l'admirable chœur gothique d'où, depuis trois cents ans, montaient les chants sacrés.

Si l'on jette un coup d'œil à gauche, le long de la Vistule, on découvre les murs, noircis par l'incendie, de l'église des Bernardins. En l'approchant, on aperçoit, sur le mur extérieur du côté de Maryvil, l'image de la Vierge que le feu a noircie, mais non détruite.

La coupole de l'église évangélique manque à l'horizon. Elle a croulé, atteinte par une bombe d'avion. L'une des tours de l'église du Sauveur a été rasée par un obus de gros calibre, et il ne reste de l'autre que la charpente métallique, car la couverture a été arrachée jusqu'au faite, jusqu'à la croix, qui domine encore ce quartier de la ville.

Passons du pont de Kierbedź vers le centre de la cité. La maison entre le Podwale et la rue Miodowa a flambé comme une torche pendant deux jours. Beaucoup d'autres vieilles maisons du Podwale se sont effondrées sous les bombes. Les édifices à l'angle de la rue Świętokrzyska et du Nowy Świat, et au coin de la rue Pieracki, ont subi le même sort. Des pierres et des tas de gravats encombrant la rue à tel point que, pour passer, il faut faire un détour par la rue Copernic.

Une série d'autres maisons ont des murs troués par des grenades. Pas une vitre — littéralement — n'est restée aux fenêtres tout le long du Nowy Świat et du faubourg de Cracovie, et il en est bien peu d'intactes dans d'autres quartiers de la ville. Dieu seul sait qui va les boucher — et avec quoi — avant l'arrivée des grands froids.

Le palais de Kronenberg est incendié, l'édifice de la Société de l'Encouragement des Arts l'est aussi, et les rues Traugutt, Czacki, Jasna sont très éprouvées, comme d'ailleurs, aussi, la Place Napoléon et la Place des Trois Croix. Plus au fond, dans la région des Allées Ujazdowskie et des rues avoisinantes, les ravages sont moins apparents.

La partie en bois de la gare centrale est brûlée. Par une sorte de miracle, les statues de Varsovie sont restées indemnes. Des théâtres, il n'y a que le Théâtre d'Été d'incendié totalement. Les autres ont été plus ou moins endommagés. L'édifice de l'École Polytechnique a été visé avec un acharnement spécial, comme si l'ennemi se proposait d'empêcher la formation de nouvelles générations d'ingénieurs polonais.

Mais la destruction des édifices n'est qu'un côté du tableau navrant que présente la ville. Il suffit de voir les gens, massés en longues queues le long des murs, dans l'attente d'une distribution d'eau des puits, de pain, de pommes de terre, pour lire sur leurs visages blêmes les affres de ces jours de guerre.

Aujourd'hui, la rues varsoviennes ont déjà probablement repris une apparence plus tranquille. On a dû combler les entonnoirs creusés par les bom-

bes et enlever les barricades qui barraient les rues de cent mètres en cent mètres, témoignant de la décision des habitants de se défendre farouchement. On ne doit plus voir traîner un peu partout des autos défoncées, ni sentir la puanteur des chevaux morts.

On a dû aussi enterrer dans les squares et les jardins de la ville les cadavres des gens tués pendant le bombardement. C'est déjà du passé.

Mais nos yeux garderont longtemps l'image des maisons environnées de tourbillons noirs de fumée et éclairées par des flammes ; et nos oreilles entendront longtemps le grondement des obus et le bourdonnement sinistre des moteurs au-dessus de notre ville, qui fut sauvagement saccagée pour n'avoir pas voulu admettre l'ennemi dans ses murs ; et nous allons longtemps garder la mémoire de l'immense lueur de brasier au-dessus de notre belle et héroïque Varsovie.

STANISŁAW LUBIENIECKI.

KOŚCIUSZKO

Je vais parler (1) de Kościuszko pour parler de la Pologne : plus exactement je vais parler de l'éternelle Pologne en évoquant le souvenir de celui qui a été l'un de ses hommes les plus représentatifs.

Thadée Kościuszko était, en effet, comme la plupart des gens de sa race, assez sûr de soi pour défier le temps avec son cœur. Sa vie durant, il aima cette fille de voïevode qu'il voulut épouser, qu'il enleva et qui lui fut ravie par une dédaigneuse famille. L'Amérique servant de champ de manœuvres aux volontaires de la liberté, en attendant de se battre pour l'indépendance de son pays, il partit se battre pour l'émancipation des Etats-Unis. Après le siège de New-York, Washington le choisit comme aide de camp. Quand l'Angleterre eut reconnu les Etats-Unis, Kościuszko décida de revenir dans sa patrie. Il y revenait avec le grade de général, l'Ordre de Cincinnatus, le titre de citoyen des Etats-Unis et la réputation du plus vertueux des Républicains. A 38 ans, il ajoutait un roman de gloire à son roman d'amour.

La Pologne, depuis un siècle et demi, acclame volontiers ses fils illustres retour d'Amérique. Elle acclama Kościuszko, mais ne l'utilisa guère jusqu'à ses prochains malheurs. C'était le temps où la diète ne songeait qu'à faire une Constitution selon les conseils que les philosophes de France lui avaient prodigués. Cette Constitution, édictée à Varsovie le 3 mai 1791, au milieu des applaudissements ingénus, fut presque aussitôt condamnée par l'impératrice Catherine et désavouée par Stanislas Auguste, le roi fantoche. 20.000 Polonais prirent alors les armes, sous le commandement du prince Joseph Poniatowski : il s'agissait déjà de s'opposer à une invasion des Russes. Le 13 juin 1792, Kościuszko remporta une manière de victoire sur les Russes, mais il dut battre en retraite le 17 juillet 1792. Quelques jours plus tard, la Constitution du 3 mai était abolie et le second partage de la Pologne décidé. L'émoi fut si vif à Paris que, dans sa séance du 26 août 1792, l'Assemblée législative décernait à Kościuszko le diplôme de citoyen français.

Cependant, Catherine faisait ériger sous son égide un temple à la liberté. Les Russes, en 1793, contractaient l'habitude, qu'ils n'ont point encore per-

(1) Conférence radiodiffusée en octobre 1939. Nous remercions M. le Ministre de Monzie d'avoir bien voulu nous autoriser à en publier ici le texte inédit.

due — vous le savez — de porter au compte de la liberté leur oppression de la Pologne. Dans l'hiver de 1793, raconte Michelet, *les Russes mangeaient la Pologne*. L'insurrection sortit des excès du pillage. Cette Révolution polonaise de 1794 fut, dans son principe, l'œuvre de Kiliński, le cordonnier populaire de Varsovie, et de Kościuszko, que toute la Pologne révérait. Elle éclata une nuit, le 24 mars 1794, et débuta par une victoire des pauvres paysans sur l'armée russe. La victoire se prolongea jusqu'à l'intervention des Prussiens. Le 6 juin, Kościuszko, au milieu de la bataille, voit arriver les contingents prussiens, conduits par le Roi de Prusse dont il avait escompté naguère l'appui. Désormais, l'honneur seul reste à défendre. Mais pour défendre l'honneur seul, tout autre espoir ayant disparu, nul soldat sur terre n'a jamais dépassé le Polonais. Kościuszko tient de juin en octobre, presque sans munitions, presque sans fusils, avec des hommes qui disposent de lances et de faux. Il succombe à Maciejowice et la Pologne succombe avec lui.

Blessé, fait prisonnier, transporté à la forteresse Pierre et Paul, Kościuszko sera accusé par ses lieutenants d'avoir commis une erreur de tactique et une fausse manœuvre militaire. Mais la noblesse qu'il sut montrer dans sa captivité, aux côtés de son ami, le poète Niemcewicz — l'Eschyle polonais — crée autour de son nom une légende de pitié et de piété.

Libéré par l'Empereur Paul I^{er} quand il monte sur le trône de Russie, Kościuszko sera, aux Etats-Unis et en Angleterre, plus encore en France et en Pologne, le symbole vivant de sa patrie morte. Il continue de symboliser ce peuple toujours trahi, qui périt parfois et renaît toujours. Un mot qu'il n'avait pas prononcé s'attache comme un lierre à la mémoire de Kościuszko. Il n'a pas dit à Maciejowice : « *Finis Poloniae* », parce qu'avec la Pologne, les bourreaux n'en auront jamais fini. Pareille à la Vierge noire de Częstochowa qui échappe à tous les ravisseurs, l'âme polonaise se soustrait à toutes les tentatives de la violence et du rapt. Il est difficile de la gouverner, impossible de la dompter.

Certes, la Pologne a souvent manqué de chefs, mais, à aucun moment, elle n'a manqué de héros : 1794 ! 1831 ! 1939 ! On jurerait que ce sont les mêmes — les mêmes, accomplissant les mêmes gestes face au meurtre perfectionné. La civilisation et la guerre mécaniciennes n'ont rien changé à la technique du courage polonais. En septembre 1939, les cavaliers du colonel Plisowski attaquent une formation motorisée du colonel allemand Derner. Les uhlands de Varsovie font une sortie, lance au poing : chaque lance est entourée de torchons enflammés que les soldats s'efforcent d'introduire dans les tanks par l'orifice du ventilateur. Soixante soldats sont tués avant qu'un soixante et unième réussisse son entreprise atroce et sublime. Telle est la des-

cendance des faucheurs de Kościuszko, la dernière relève des martyrs. Ils méritent plus et mieux que les hommages de notre lyrisme, que les louanges si magnifiquement rythmées d'Auguste Barbier, de Hugo et de Claudel : ils méritent une patrie définitive. N'ont-ils pas administré la preuve que l'Europe ne se passe point de Pologne ? Sous le signe de Kościuszko, je me rappelle ici un propos de Quinet : « On peut bien enlever par effraction à un peuple, ses lois, ses foyers, mais on ne peut lui ôter ses aïeux. Et tant qu'une parcelle subsiste de cette poussière sacrée, elle engendre dans les tombeaux la vie nouvelle et jette le défi aux déprédateurs des Nations et aux ukazes qui décrètent le néant. »

A. DE MONZIE.

EMIGRATION

Le terme « émigration » a, en polonais, une puissance d'évocation qu'en français il ne possède pas. Il a été profondément gravé dans nos cœurs par le destin de la Pologne et par son histoire.

Depuis le moyen âge, il s'est produit en Europe des migrations fréquentes. La Pologne, terre libre, leur a donné l'hospitalité, successivement, pendant des siècles.

Ce furent d'abord, dès le XIV^e siècle, les juifs d'Espagne et d'Allemagne qui, fuyant les persécutions, vinrent s'établir en Pologne.

Depuis le XV^e siècle, les grands courants de réformes religieuses dirigèrent vers la Pologne des sectaires de presque toute la chrétienté.

La grande révolution française et les insurrections successives de la Pologne opprimée produisirent un vrai échange de citoyens entre la France et la Pologne.

Tout dernièrement encore, ces deux Etats donnèrent simultanément l'hospitalité aux réfugiés russes, ukrainiens, géorgiens, autrichiens, tchèques et slovaques.

Ces migrations plus ou moins importantes n'eurent pourtant pas la régularité tragique et l'ampleur des émigrations polonaises.

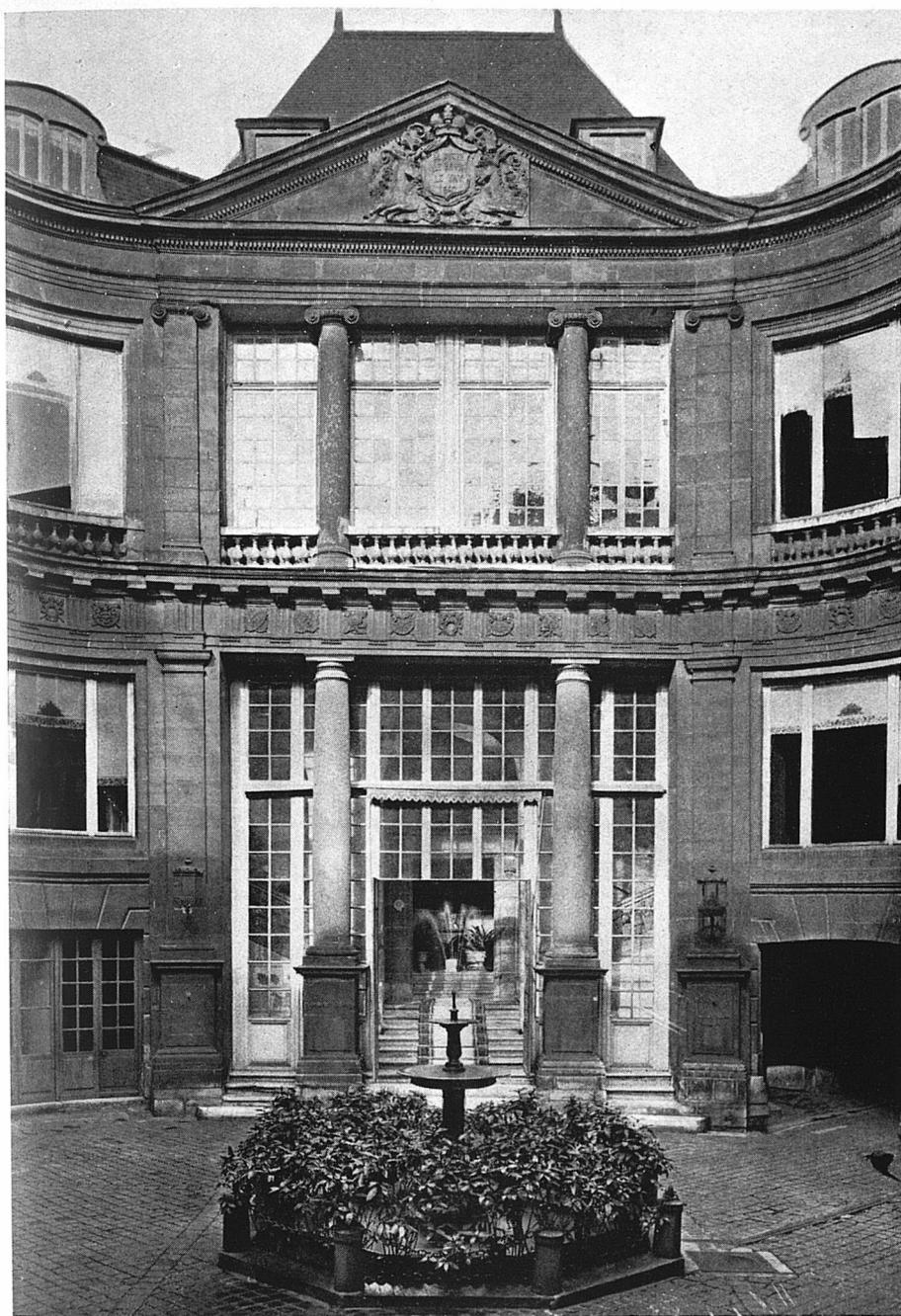
I

La première émigration politique polonaise eut lieu en 1709. Après la bataille de Połtawa, un certain nombre de partisans du roi Stanislas Leszczyński se réfugia en Turquie. Ils organisèrent l'action nécessaire contre les influences de Pierre le Grand en Pologne.

Pendant l'interrègne 1733-1736, une seconde émigration en faveur de Leszczyński se forma à Königsberg. L'exil du roi et son établissement définitif à Nancy mirent fin à ces activités.

Ce n'est que la troisième émigration polonaise qui entra dans le flux des grands événements historiques.

Après les deux premiers partages de la Pologne, de nombreux patriotes portèrent leur activité à l'étranger. L'insurrection qui se préparait en Polo-



LA COUR DE L'HOTEL LAMBERT A PARIS

gne fut secondée, en 1793, par les foyers politiques qui s'étaient formés à Leipzig et à Dresde avec des ramifications à Paris. Le chef prévu de cette insurrection, Thadée Kościuszko, résidait à Leipzig, et c'est vers lui que se dirigeaient les espoirs.

Pour la première fois, on trouva le mot d'ordre dans la formule immortelle et à toujours obligatoire : « Dans les pires malheurs, il est indigne de désespérer de la Patrie... La nation fidèle à l'esprit de la liberté existe. »

L'insurrection de Kościuszko fut dotée par le pays tout entier d'un élan patriotique exceptionnel. Mais ce sont les émigrés qui lui donnèrent son idéologie profonde, son programme social révolutionnaire, manifesté par l'ampleur des réformes réalisées. Pour la première fois dans l'histoire, à la bataille de Raclawice, le paysan polonais, libéré du servage, citoyen conscient de ses devoirs, alla à la charge des canons ennemis, victorieusement.

Deux ans plus tard, la quatrième émigration polonaise allait aboutir à un nouvel effort militaire par la création, sous Napoléon, des légions polonaises. On connaît l'histoire tragique de ces formations, qui, sur leurs épaulettes, portèrent dignement les paroles : « Gli uomini liberi sono fratelli. »

Dans un mémoire, adressé le 27 avril 1794 au ministre des relations extérieures, Talleyrand-Périgord, le général Kniaziewicz remarquait que les officiers des légions se composaient de nobles riches qui pouvaient mener une vie aisée dans leurs campagnes... « Il n'y a, sans doute », disait-il, « que l'amour de la patrie et l'horreur de la tyrannie qui aient pu déterminer les Polonais à chercher au sein des peuples libres des secours pour leur patrie. » Les soldats n'ont pas accepté le pardon que leur offrait l'empereur d'Autriche et ont refusé de profiter de la permission de retourner chez eux. Voilà le but des légions... voilà les principes de ceux qui arrivent pour les rejoindre !... La pensée intime des créateurs des légions était déjà clairement exprimée dans un « plan projeté par les patriotes polonais réunis à Paris », le 15 avril 1797 :

« L'espoir de la Pologne n'est fondé que sur les événements qui changent la face de l'Europe... »

La cinquième émigration polonaise, non sans raison surnommée la grande, eut lieu après la guerre polono-russe de 1831.

Au nombre de quelques mille, les survivants de cette lutte passèrent la frontière.

Fêtés et acclamés, ils traversèrent l'Allemagne, pour s'établir en France, en y fondant un foyer de vie intellectuelle d'une puissance jamais égalée.

C'est pendant cette émigration que les chefs-d'œuvres de la littérature polonaise parurent. On fondait des sociétés scientifiques et les publications

de tout genre furent extrêmement nombreuses. Les grands noms de Mickiewicz, Słowacki, Krasiński, Lelewel, Mochnacki, Hoene-Wroński brillèrent au firmament de l'âme nationale. L'activité de cette émigration semble avoir eu trois stades. On rechercha d'abord par l'activité diplomatique à obtenir le concours des puissances occidentales pour renouveler la lutte. Vint ensuite l'organisation politique dans l'émigration même, la cristallisation des idéologies et des programmes. Deux courants, celui de gauche et celui de droite, s'affrontèrent, tous deux munis d'une formule magique de résurrection. Cependant, il devenait de plus en plus évident qu'un troisième stade s'imposait à l'activité de l'émigration. Sur le territoire polonais, la nation ne subissait que joug et oppression. Il lui était impossible de s'exprimer librement. Il incombait à l'émigration de devenir son porte-parole, l'expression du génie national, le guide de la conscience polonaise. L'émigration sut remplir ce rôle. Pendant des années, elle fut l'inspiration des énergies du pays. La grande émigration assura à la Pologne la continuité du progrès national.

Tout naturellement, il y eut une nouvelle vague d'émigration polonaise après les années orageuses, 1848-1849, et encore après l'insurrection polonaise de 1863. Elles s'appliquèrent à remplir le même rôle dans la vie de la nation.

Le colonel Z. Miłkowski légua au pays, à côté de très nombreuses œuvres littéraires et publications politiques, un souvenir tangible sous la forme du musée national de Rapperswil et un souvenir intangible sous la forme de la Ligue Nationale secrète qui exerça son influence jusqu'à la libération de la Pologne.

La huitième émigration suivit la révolution en Russie de 1905. Le nom de Joseph Piłsudski lui donne son éclat.

Donc, en 1939, nous en sommes à la neuvième.

Le sujet nous touche de trop près pour que nous prétendions à l'étudier d'une manière impersonnelle. Pourtant, de ce souvenir poignant pour chaque Polonais, quelques hypothèses semblent se dégager à côté de quelques observations. Ces observations portent d'abord sur les traits essentiels aux émigrations polonaises.

D'après la définition exaltée d'Adam Mickiewicz, l'émigré polonais n'est jamais un homme errant, puisqu'il a un but défini, ni un exilé, car des magistrats polonais n'ont pas prononcé son exil... « En attendant, le Polonais s'appelle pèlerin, parce qu'il a fait le vœu de marcher vers la Terre-Sainte, la Patrie libre : il a juré de marcher jusqu'à ce qu'il la trouve. » C'est pourquoi « l'âme de la nation polonaise, ce sont les pèlerins polonais ».

Les émigrations politiques polonaises quittent le pays, non pas pour s'en

aller, mais pour y revenir. Uniformément, depuis le XVIII^e siècle, le phénomène se renouvelle. Cela semble presque une *contradictio in adjecto* et, pourtant, toujours c'est vrai.

Le besoin d'une patrie libre semble être, chez les Polonais, une passion indomptable. Ils sont beaucoup trop peu passifs pour admettre que chaque chez soi est une patrie.

Pendant des dizaines d'années, il leur semblera préférable d'avoir une patrie de rêve que de s'accommoder de réalités existantes.

Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, cinq émigrations polonaises successives ne font que de la politique romantique. Sans s'épargner aucun sacrifice, les émigrés se dépensent hors mesures à la moindre chance de succès. Ce qu'ils font est souvent extrêmement naïf, mal calculé et un peu sublime. Dans un monde qui croit à la force, ils croient à la justice. Ils sont prêts à donner leurs vies quand ils obtiennent des promesses. Toujours ils sont une poignée de héros contre des armées.

Cette effervescence idéaliste et romantique semble naturelle pendant l'insurrection de Kościuszko, les esprits étant imbus du désarroi prodigieux de la grande révolution française. Compréhensible encore, le romantisme du temps des légions polonaises napoléoniennes, puisque, sous les ordres de l'Empereur, rien ne semblait impossible. Passe encore pour les soldats de 1831. Le problème se complique pourtant quand on arrive à étudier les activités et l'attitude des dirigeants.

La grande émigration avait un chef politique à la mesure des grands hommes d'Etat.

Membre d'une famille illustre, proche cousin du dernier roi de Pologne, le prince Adam Georges Czartoryski avait débuté à la plus cynique des cours byzantines, celle de Catherine la Grande. Dans sa jeunesse, ami intime de l'héritier présomptif, le grand-duc Alexandre, plus intime encore avec la future impératrice, le prince Adam fut un admirateur de Kościuszko et de la Révolution française. A l'avènement au trône d'Alexandre I^{er}, il accepta le portefeuille des Affaires étrangères de l'empire, dans l'espoir secret de servir ainsi la cause de l'indépendance de la Pologne.

Son programme de politique russe consistait, en premier lieu, à poser comme but à la politique d'Alexandre la libération des peuples slaves des Balkans. Il combattit toute idée d'alliance entre la Russie et la Prusse et resta opposé à tout rapprochement entre Alexandre et Napoléon. Ses instructions, données à ce sujet à l'ambassadeur russe à Londres, forment un modèle de pièce diplomatique. Au moment où, avant Austerlitz, l'alliance de la Russie et de l'Allemagne se réalisait, il présenta sa démission. L'amitié avec

le Tzar durait cependant toujours, et Czartoryski eut la possibilité de diriger l'organisation de l'éducation nationale en Pologne. Au congrès de Vienne, le rôle de Czartoryski fut un chef-d'œuvre d'activité diplomatique. Ne représentant aucun gouvernement, sans pouvoir se baser sur aucune force armée, il réussit à faire signer à la Russie, l'Autriche et la Prusse les premiers traités minoritaires connus, donnant des garanties aux citoyens polonais de ces Etats.

Il n'était donc que naturel que la révolution polonaise de 1830 confiât à Czartoryski la présidence du conseil.

Naturel encore qu'il fût, pour la majorité de l'émigration, le chef politique incontesté et le dirigeant de la politique étrangère. Mais quel phénomène étrange...

Son expérience des affaires d'Europe était bien grande, son savoir-faire hors de doute, sa perspicacité étonnante, son criticisme fin et aigu, ses connaissances historiques bien vastes. Tout en jugeant la réalité européenne avec mesure et justesse, il refusa, au fond, de la prendre en considération. Car, au-dessus des réalités, il y avait pour lui... des principes. Il a fait sur la Diplomatie un livre remarquable où, tranquillement, il rejetait les méthodes de politique extérieure en usage. Il préconisait une fédération européenne et une société des nations permanente. Il ne voulait admettre qu'une politique fondée sur le droit, sur la liberté et sur l'honneur. Il désirait des relations entre les Etats basées uniquement sur la bienveillance.

Cet homme avait été, souvent avec succès, le partenaire de Talleyrand, de Metternich et d'Alexandre I^{er}.

Il resta inébranlable et fidèle au grand idéalisme européen, malgré les difficultés que cela pouvait lui causer à l'expédition des affaires courantes. Il avait comme la conviction que seulement dans un nouvel ordre européen on pouvait assurer la sécurité et la liberté de la Pologne. Ses visées lointaines donnèrent pour longtemps le ton à la pensée politique polonaise.

Cette pensée politique s'harmonisait, du reste, avec le messianisme prophétique des poètes et des philosophes. Elle s'harmonisait surtout avec l'exaltation des cœurs.

« Le pèlerin polonais » emportait chaque fois avec lui le souvenir d'une tragédie nationale.

La victoire de la force brutale et l'injustice de ce qui se passait exaspéraient les émigrés polonais.

La Pologne opprimée, n'avait jamais opprimé personne. Sa grandeur avait été fondée sur la tolérance et sur la liberté. Elle devenait la victime de la tyrannie. Chaque fois, depuis 1795, la Pologne présentait le même ta-



LE GÉNÉRAL SIKORSKI PASSANT EN REVUE LA GARDE D'HONNEUR A SON ARRIVÉE A ANGERS

Visa Censure n° 23.450

Photo Keystone

bleau de désolation. Les ressources du pays étaient détruites par la guerre et le pillage. Des milliers de soldats étaient tombés dans la lutte désespérée. D'autres étaient emprisonnés ou incorporés de force dans des formations étrangères. L'élite de la nation était décimée. Un grand nombre d'intellectuels, de dirigeants, de fonctionnaires avait trouvé la mort, un grand nombre aussi était en prison ou en exil (1).

Les émigrés se refusaient à croire que leur cause fût indifférente au reste de l'Europe. Ils avaient la conviction profonde d'avoir lutté pour la cause générale. Depuis la guerre de l'Indépendance des Etats-Unis, où participèrent Kościuszko et Pułaski, il y eut des combattants polonais partout et chaque fois qu'un peuple cherchait à se libérer d'un joug. L'émigration avait une âme européenne précoce ; elle a subi le sort de tous les précurseurs.

Quand on recherche les raisons profondes de la défaite de tant d'insurrections héroïques, une constatation s'impose.

Il semble bien que la passion de la liberté et de l'indépendance domine, chez les Polonais, le sens du réel. Il est important de constater que régulièrement, dans les trois grandes insurrections, celles de 1794, de 1830 et de 1863, un mouvement national spontané, une poussée des masses devancèrent les intentions et les calculs des dirigeants. Les énergies d'en bas forçaient la main aux décisions d'en haut. Dans son bon vouloir, le patriote polonais faisait preuve de beaucoup plus d'élan et de courage que de discipline. Un jour, un grand réaliste, Joseph Piłsudski, qui avait lui-même constaté que la vraie grandeur de la Pologne avait pour source les réactions spontanées des masses, allait chercher à discipliner les Polonais. Il n'y réussit que bien imparfaitement et nous avons vu le même phénomène renâitre en 1939.

Il semble aussi que la liberté et l'indépendance furent pour les Polonais synonymes d'honneur, à ce point qu'aucun compromis dans ce domaine n'a jamais paru possible. En 1830, la Pologne s'est révoltée contre une demi-indépendance. En 1939, il lui a semblé impossible de l'admettre.

L'incompréhension mutuelle de certaines races européennes est une source de troubles, mais aussi de grandeur.

La Pologne s'est trouvée dans l'impossibilité de comprendre ses voisins les plus proches : la Russie et l'Allemagne. Au XVIII^e siècle, elle resta totalement étrangère à l'absolutisme impérialiste de ces deux puissances. Au XX^e siècle, elle ne fut pas en état de comprendre ni le sadisme totalitaire de l'esclavage russe, ni la bestialité totalitaire du germanisme.

(1) Comp. M. Kukiel « Polska, jej dzieje i kultura », T. III.

Au totalisme dynamique de ses puissants voisins, la Pologne, de tout temps, n'a su opposer que le totalisme de ses aspirations à l'indépendance. Ce faisant, elle s'adonnait à un luxe qui dépassait ses moyens. Elle n'en a que trop subi les conséquences.

II

Sur ce fond de souvenirs, le problème de notre émigration de 1939 se pose peut-être plus clairement.

Par sa composition, elle correspond presque totalement aux émigrations précédentes. Contrairement aux émigrations précédentes, la continuité de l'existence indépendante de l'Etat reste conservée, par la présence du Chef de l'Etat et d'un gouvernement souverain et constitutionnel. La Pologne, à côté de ses alliés, continue la guerre qui lui a été imposée par ses voisins. L'occupation du territoire polonais par les forces ennemies n'a encore été reconnue par aucun Etat civilisé.

Donc, cette fois, l'émigration n'a pas à remplacer un gouvernement libre ni à assumer ses fonctions. Plutôt, parmi les problèmes nationaux qui se dressent en ce moment, elle en constitue un de plus.

Il serait léger d'amoindrir l'importance de ce problème et sa portée.

Constatons d'abord que l'émigration actuelle constitue un réservoir de forces vives, intellectuelles et morales, indispensables non seulement pour continuer la guerre, mais indispensables surtout pour le temps de paix qui va s'ensuivre.

Il est hors de doute que le régime brutal de Hitler et celui plus dangereux encore de Staline porteront au maximum leur effort pour détruire les forces vives de la Pologne dans les territoires occupés. Des exécutions et des déportations en masse forment la réalité courante. Elles dureront, sans doute, jusqu'à la fin de la guerre.

Plus encore, toute activité libre, intellectuelle ou politique, est devenue impossible dans le pays même. La voix est aux créatures et aux agents de la Gestapo et de la G.P.U. Il leur est possible de librement déblatérer contre tout ce qui fut polonais. La propagande ennemie travaille déjà ce thème sur tous les tons. On s'efforce, d'une façon très naturelle, de dresser le peuple polonais contre ses institutions et contre ses dirigeants.

L'émigration devra donc remplacer le reste de la nation dans ses fonctions créatrices. Comme du temps de nos pères, elle aura à conserver et à développer les valeurs spirituelles de la nation, sa conscience nationale et son redressement social.

Il importe donc surtout que ceux des émigrés qui ont perdu la possibilité de leurs labeurs quotidiens la retrouvent, de façon ou d'autre, le plus tôt possible. S'il y en a qui ont travaillé mal, il faut les faire travailler mieux.

Il faut mettre l'émigration au régime de l'effort continu, simplement pour lui garder son moral. La valeur de ce moral pour la Pologne, un jour que nous espérons tous proche, sera inappréciable. Le gaspillage des forces nationales a maintes fois eu lieu en Pologne. Cette fois, il faut l'éviter à tout prix.

L'émigration polonaise de 1939 trouve à son actif plusieurs facteurs très importants. Je viens déjà de mentionner l'existence d'un gouvernement reconnu et de relations diplomatiques régulières.

En second lieu, l'émigration peut constater que la situation européenne est beaucoup plus favorable à la cause polonaise qu'elle ne l'a jamais été au XIX^e siècle.

Ce qui est plus, nous nous présentons, cette fois, devant le monde tranquilles dans notre conscience nationale. La catastrophe subie par la Pologne ne saurait plus être attribuée à des erreurs commises par des Polonais. Il devient de plus en plus évident que le grand tournant historique, fatal à la Pologne se rapporte à l'année 1933 et juste au moment où le maréchal Pilsudski proposait une guerre préventive contre le germanisme. Depuis ce temps, le budget militaire polonais (très lourd, pourtant, pour un pays appauvri par les partages et dévasté par la grande guerre), fut en disproportion tragique avec les budgets des armements allemands et soviétiques.

De 1933 à 1939, la Pologne pouvait dépenser pour son armée près de 2 milliards de dollars. Dans la même période, l'Allemagne dépensait 16 milliards et les Soviets (avec de modestes résultats), 12 milliards. Il en résulte qu'en cas d'agression, la situation devenait, dans certaines conditions, intenable pour la Pologne. Elle avait à choisir entre une perte, au moins partielle, de l'indépendance et une lutte avec peu de chances de succès.

La décision de la Pologne fut, on peut le dire, unanime. Sa réponse aux exigences allemandes trouva l'approbation générale.

Il y a lieu de croire que c'était un service rendu à l'Europe future.

D'autre part, l'armée polonaise, qui vient de subir une défaite, ne se présente pas devant ses alliés les mains vides.

Ajoutons encore que les idées en cours sur l'organisation de l'ordre européen se rapprochent de plus en plus de celles préconisées par Czartoryski.

Un grand Ukrainien me disait, l'autre jour : « Certes, nous avons à redire au régime que subissait notre minorité en Pologne. Mais, maintenant,

je dis dans mes écrits que cette existence en Pologne était la vie et que l'occupation soviétique, c'est la mort ! »

Il ne faut pas oublier, non plus, que devant le danger commun, des légions tchèques et slovaques eurent la possibilité de commencer leur organisation en Pologne.

Le grand facteur déprimant qui pèse sur l'émigration actuelle, comme il a pesé sur toutes les autres, c'est la conscience des souffrances innombrables de tous nos proches. Conscience d'autant plus cruelle qu'on se trouve dans l'impossibilité de remédier à tant de maux.

A côté de ce facteur essentiel, il y a en a un autre, non moins déprimant. La souffrance ennoblit quelquefois, mais elle exaspère toujours. Il n'est donc que naturel que chaque émigration polonaise commençât par maugréer et formuler des griefs.

Mickiewicz avait écrit : « Ne recherchez point sans cesse dans le passé les fautes et les péchés... Ne vous écriez point : voici que sur cet homme est telle tache... En se préparant à l'avenir, il faut reculer par la pensée vers le passé, mais autant, seulement, que l'homme qui se prépare à sauter un fossé recule pour mieux prendre l'élan. »

Une chose est sûre. Tous les Polonais qui ont la résolution de marcher vers la Patrie, prenant comme point de départ le sol magnifique de la France, ont à fournir un effort non moins grand que ceux qui, sous les éclats des bombes et les rafales des mitrailleuses, faisaient face à des problèmes qui dépassaient leurs forces. Egalement, ils seront jugés par l'histoire et par la nation.

WACŁAW GRZYBOWSKI.

Copyright by Wacław Grzybowski.

ECHANGES DE POPULATIONS (1)

I

Qui saurait prévoir, dès aujourd'hui, les suites du bouleversement déclenché par l'Allemagne en Europe ? En pleine guerre, et sous prétexte de « mettre de l'ordre » dans plusieurs pays avoisinants, Hitler entreprit délibérément de transplanter ou d'échanger de grandes masses de populations. Il tente ainsi de réaliser, avec une hâte fébrile qui en dit long sur son manque d'assurance pour l'avenir, une théorie qui l'obsède depuis quelque temps. L'idée d'extraire les minorités germaniques de l'ambiance allogène et de les incorporer dans l'espace du troisième Reich est relativement récente parmi les idées-maîtresses du Führer. *Mein Kampf* n'en fait pas mention, et le seul endroit de ce livre qui pourrait s'y rapporter indirectement constitue, comme on le verra, un déraillement remarquable et presque prophétique dans l'idéologie de Hitler. A l'époque où il écrivit son évangile du nazisme, le bagage intellectuel de Hitler n'était pas encore chargé de théories géo-politiques de Haushofer et consorts. D'autre part, l'obscur prisonnier de Landsberg, qu'il était alors, n'éveillait qu'un intérêt médiocre. La science allemande n'en était pas encore, comme c'est le cas aujourd'hui, à guetter la moindre parole du Führer pour la commenter et la transformer en doctrine, dotée de tout un appareil scientifique.

Le passage de *Mein Kampf* ayant trait à la question qui nous intéresse, dit en substance : « L'Etat, en peuplant les terres nouvellement conquises, ne peut se laisser mener par le hasard, mais doit se conformer à des normes spécialement établies. Des commissions raciales (*Rassenkommissionen*), créées précisément à cette fin, doivent établir des certificats de domiciliation (*Siedlungsattest*) ; la délivrance de ces certificats aurait pour condition la pureté raciale dont le degré serait à fixer. Ainsi seraient fondées, petit à petit, à la périphérie, des colonies, peuplées exclusivement par des représentants de la race la plus pure et partant, la plus vaillante. Ces colonies deviendraient une valeur nationale pour le peuple entier. » (2)

(1) *Note de la Rédaction.* — Le problème des « échanges de populations », imposé par l'Allemagne à l'Europe constitue un des problèmes les plus complexes et les plus tragiques de l'actualité. En publiant ce premier article, qui traite le sujet au point de vue de sa genèse idéologique et fait ressortir son importance internationale, la Rédaction se propose d'y revenir pour l'étudier spécialement du point de vue polonais.

(2) *Mein Kampf*, II, 448 et ss. Ed. 1933.

Comment parvenir à ce but ? Par une sélection judicieuse des procréateurs. On arrive bien à améliorer les races chevalines, canines et félines. Il est grand temps d'appliquer les mêmes principes à la race humaine. Les individus qui ne présentent pas les garanties nécessaires pour assurer une descendance de race supérieure n'ont qu'à s'abstenir. Ceci doit être facile à obtenir dans un monde où des centaines de milliers d'hommes se vouent volontairement au célibat, sans y être obligé autrement que par un vœu religieux. Arrivé à cette idée lumineuse, l'auteur de *Mein Kampf* s'aperçoit qu'il est, quand même, allé un peu loin. Il s'empresse d'ajouter : « Naturellement, la masse déplorable de nos petits bourgeois ne le comprendra jamais. » Et, reprenant son idée du peuplement des terres conquises par une race supérieure, Hitler s'écrie : « Ce n'est pas à vous que je m'adresse, mais à la grande armée de ceux qui sont trop pauvres pour considérer leur propre vie comme un bien suprême, l'armée de ceux qui ne voient pas dans l'or le dieu de leur existence. » Hitler parle, avant tout, pour la jeunesse allemande, pour cette jeunesse « qui sera ou bien le bâtisseur d'un nouvel Etat racial, ou bien le dernier témoin de la chute finale du monde bourgeois ». Ceci est, peut-être, l'endroit le plus révélateur de ce livre, où Hitler, sans s'en rendre compte, se trahit et retombe dans la plus pure démagogie bolchéviste. Un Trotzki n'aurait pas mieux dit. Il apparaît symptomatique qu'aujourd'hui, où le Führer met en action ses vieux rêves du peuplement des terres, il recourt si naturellement à l'aide de son récent ami de Moscou.

Depuis la prise du pouvoir par Hitler, les idées de *Mein Kampf* subirent des modifications profondes. D'autre part, les théories géo-politiques ont reçu leur sanction officielle dans le Reich et les « migrations dirigées » sont entrées de fait dans le répertoire des procédés politiques. Cependant, bien des choses nous prouvent que le Führer lui-même, séduit par la « grandeur » de l'œuvre à accomplir, n'est nullement fixé sur les modalités de sa réalisation, ni sur ses résultats définitifs.

Par contre, les Etats avec lesquels l'Allemagne est censée être liée par des contrats d'amitié et d'alliance se sont empressés, non sans malice, de seconder Hitler dans l'accomplissement de son grand dessein. La suite montrera que cet empressement est loin d'être désintéressé et que, tout en gardant une attitude flatteuse pour les projets du chef nazi, on le dépasse en vitesse et on lui force la main. L'attitude de ces Etats est révélatrice, aussi bien dans les questions de guerre et de neutralité, dont on parle beaucoup, que dans ce problème des échanges de populations qui reste un peu négligé.

Il faut tenir compte de ces réalités, si l'on examine les déplacements chaotiques, précipités et souvent contradictoires, auxquels le Führer soumet

diverses populations de l'Europe, depuis l'occupation de la Pologne. Mais il ne faut pas oublier non plus le cas des Tyroliens méridionaux, le premier en date, car ce cas, à bien des égards, a été un précédent. Le principe était déjà établi, qu'un pays pouvait se débarrasser à l'amiable de ses minorités allemandes, dangereuses pour sa sécurité. Mais ce qui, en Italie, avait été un chef-d'œuvre de mesure et de diplomatie latine, devint, dans les pays baltes, sournoisement manœuvrés par Staline, un jeu brutal et violent.

II

On a pu lire, récemment, qu'un accord a été signé, le 21 octobre 1939, par le comte Ciano et M. von Mackensen, ambassadeur allemand à Rome, concernant le transfert dans le Reich des populations allemandes du Haut-Adige. Cette nouvelle, dont la publication volontairement effacée, survint au moment de l'émotion générale suscitée par les déportations massives des pays baltes, se distingue par un ton de modération et même par une certaine humanité vis-à-vis des intéressés, qu'on est presque étonné de retrouver de nos jours. Nous apprenons, en effet, que l'accord concerne en premier lieu, les citoyens allemands résidant dans le Haut-Adige (10.000 environ), qui auront à quitter le pays dans le courant de trois mois après sa publication. Quant aux citoyens italiens de race allemande, c'est-à-dire aux habitants autochtones du Tyrol méridional, ils devront déclarer, d'ici à la fin de l'année, s'ils désirent ou non conserver leur citoyenneté italienne et être de loyaux et fidèles sujets de la maison de Savoie. Dans le cas négatif, ils seront obligés d'émigrer dans le Reich, et leur exode devra être terminé le 31 décembre 1942. A première vue, l'émigration des Tyroliens semble facultative. L'Etat italien paraît se contenter d'une simple déclaration de fidélité de ses populations tyroliennes, pour leur permettre de demeurer sur la terre de leurs ancêtres.

Telle est la version officielle. En réalité, l'affaire a un aspect très différent. Déjà, au mois de juin passé, un accord était intervenu à ce sujet entre l'Allemagne et l'Italie et fut immédiatement mis en exécution. Cet accord souleva des débats passionnés, bien que tout-à-fait privés, dans les deux pays intéressés. La presse allemande n'en souffla mot et c'est à peine si on pouvait découvrir dans les journaux italiens de sourdes allusions à « l'expulsion des étrangers » décrétée pour des fins militaires dans le Haut-Adige. Mais cette consigne du silence ne pouvait atteindre la « gazette chuchotée », qui obvie au manque d'information libre dans les pays totalitaires, et ceci d'autant

plus qu'il s'agissait d'une mesure qui touchait de près une grande masse de la population et bouleversait un état de choses établi depuis des temps immémoriaux.

Déjà, au mois de juillet, nombre d'Allemands du Reich fixés dans le Haut-Adige reçurent donc l'ordre de quitter le pays dans le courant de trois mois. Parmi ces expulsés était compris même le *gauleiter* du Tyrol méridional, ce qui causa une stupéfaction consternée dans le clan des très nombreux Allemands qui séjournaient en ce moment en Italie. En ce qui concerne les Tyroliens autochtones du Haut-Adige, ils étaient mis en demeure de répondre s'ils étaient disposés à devenir Italiens cent pour cent, ou s'ils se sentaient plutôt attachés à l'Allemagne. Dans le dernier cas, ils devaient s'expatrier. Un délai de trois mois pour les habitants des villes, de six mois pour les campagnards, leur était accordé pour la liquidation de leurs affaires. Les dédommagements pour les biens qu'ils seraient forcés d'abandonner devaient être réglés d'Etat à Etat. Comme l'Allemagne, à ce moment, était fortement endettée vis-à-vis de l'Italie, cette dernière devenait — sans bourse délier — propriétaire des terres et des biens laissés par les émigrés. On conçoit quel profit pouvaient en tirer personnellement les Tyroliens transplantés en Allemagne !

Ceux des Tyroliens qui optaient pour l'Italie étaient destinés à être transportés en Sicile, pour cultiver des terrains en friche qu'on mettait à leur disposition. Toute l'Italie parlait alors de trains acheminés vers le sud et transportant les premiers échelons des Tyroliens.

Ces manipulations administratives n'allèrent d'ailleurs pas sans quelques tiraillement : on put lire, dans la presse française et anglaise, de vagues échos — trop peu remarqués — sur les émeutes réprimées, çà et là, à main armée dans la région de l'Adige.

La tension internationale du mois d'août et le déclenchement de la guerre au commencement de septembre avaient singulièrement favorisé la détermination des deux gouvernements de mener l'affaire en silence. Ce n'est que vers le milieu du mois d'octobre qu'on en reparla d'une façon plus explicite du côté italien. Un article, remarquablement documenté et clair, du comte Tolomei, dans l'*Archivio dell'Alto Adige*, que nous citons d'après celui de M. Gentizon (*Le Temps* du 4 octobre 1939), reprend la question des Allemands du Haut-Adige, vue du côté italien. Le but des transplantations ethniques, entreprises actuellement, serait, selon la volonté du Duce, « l'assimilation du Haut-Adige de manière à faire de ses habitants des Italiens cent pour cent », ou même « mille pour mille », selon l'expression caractéristique d'un ministre italien. Comment y parvenir ? « Par la conquête du

sol, c'est-à-dire par l'immigration et la transmigration ». Immigration dans la région d'éléments purement italiens et transmigration dans d'autres régions de l'Italie, d'éléments moins sûrs. Pour être vraiment efficaces, ces mesures doivent, suivant le comte Tolomei, être appliquées, non seulement aux citadins, mais aussi, et même surtout, aux populations rurales. Elles doivent, de plus, être réalisées simultanément dans les villes et dans les campagnes. Car il y a des contrées, comme par exemple le territoire d'Efna (entre le Trentin et la province de Bolzano) où « la résistance allemande veut être irréductible ». Le gouvernement italien se heurte là à une opposition active qui se manifeste dans « la diffusion de circulaires imprimées en secret contre les Italiens, la radio clandestine, une bombe dans le clocher de Termeno, l'incendie des écoles de Magre ». Ces réactions violentes sont-elles le fait d'une résistance spontanée de la population ? Le comte Tolomei cite « les nombreuses publications allemandes où les cartes, consacrées au Tyrol du Sud, l'englobent encore dans la *Grande Allemagne* ». Ce dernier trait désigne clairement la provenance de ces cartes. Nous pouvons corroborer l'allusion prudente de l'auteur italien par le fait suivant. A Innsbruck, tout proche de la frontière italienne, se trouvait le siège de l'organisation nationaliste allemande du *Welschtyrol*, véritable état-major de l'irrédentisme allemand. Pendant des années, cette organisation subventionna et dirigea, au su et au vu de tout le monde, la résistance allemande dans le Haut-Adige. Son activité s'était même notablement accrue depuis l'Anschluss, malgré l'amitié toujours plus spectaculaire des deux voisins. Or, en juillet passé, cette organisation naziste cent pour cent a été dissoute sur la demande du Duce. On peut se représenter l'ébahissement de ses meneurs, enfants choyés de l'organisation officielle du *Deutschtum im Ausland*. Pour expliquer cette volte-face aux bons Allemands, et pour leur rendre confiance dans l'infaillibilité de leur Führer, le parti nazi inventa et répandit une version fantaisiste, mais consolante, suivant laquelle le reniement des Tyroliens italiens par leur mère-patrie serait la contrepartie d'un marché très avantageux, notamment la cession, pour dix ans, de Trieste à l'Allemagne. Les *gauleiters* des groupements allemands en Italie soufflaient confidentiellement cette bonne nouvelle à l'oreille de leurs ouailles.

Mais revenons à l'article révélateur du comte Tolomei. « La décision de Rome d'italianiser rapidement et intégralement le Haut-Adige est ferme et inébranlable... Entre le lac de Garde et le Brenner, qui n'est pas Italien n'est que l'hôte d'un moment. » Et comme l'école et la caserne ne suffisaient pas pour parachever l'italianisation du pays, il n'y avait qu'un moyen décisif : l'apport, dans la contrée, d'éléments italiens.

Où en est-on dans la tâche à accomplir ? Un geste significatif l'indique : la statue de Walter von der Vogelweide a déjà été enlevée de son socle, sur la place centrale de Bolzano ; elle sera remplacée par celle de Drusus, filleul d'Auguste, qui avait conquis pour Rome le Haut-Adige et la Germanie, du Rhin à l'Elbe. Le symbole du *Deutschtum* s'efface devant celui de la *romanità*.

D'autre part, les informations pudiquement réticentes de la presse italienne permettent, quand même, de constater que des déplacements de populations, massifs, et absolument insolites, se sont produits à l'intérieur du pays. Au cours de l'an XVII de l'ère fasciste, dit la presse romaine (*Le Temps*, 5 novembre 1939), « le commissariat pour l'émigration et la colonisation a procédé... aux déplacements de 350.000 ouvriers agricoles et de 100.000 ouvriers de l'industrie, soit, un total de 450.000 hommes. Durant la même période, ont été transportées hors de leur résidence habituelle, 1.250 familles, comprenant 8.000 personnes. » L'information précise, d'autre part, que 600 familles ont été expédiées en Afrique Orientale, 1.800 en Tripolitaine et Cirénaïque, etc. On peut présumer qu'une bonne part des Tyroliens de race allemande ayant opté pour l'Italie, mais jugés dangereux sur leur sol, doivent y être compris.

Enfin, dans le bilan des réalisations de l'an XVII du régime, publié à l'occasion de l'anniversaire de l'ère fasciste, nous trouvons, au premier rang, la réforme rurale intégrale en Sicile, effectuée par la suppression des grands domaines anciens, les *latifundia*, qui, forcément, devait exiger un afflux considérable de main-d'œuvre.

On apprend d'autres sources que des désertions en masse ont eu lieu dans les régiments autrichiens, incorporés dans l'armée allemande. « Les Tyroliens s'efforcent de passer au plus vite en Italie avant l'enneigement des Alpes. La semaine dernière, cent soldats d'Innsbruck auraient disparu. Les guides montagnards, amis ou parents, conduisent les militaires par les sentiers secrets de la montagne. Le commandement allemand est presque impuissant, en raison de la sympathie de nombreuses patrouilles montagnardes pour les déserteurs. On apprend, à Bolzano, que les autorités italiennes envisagent des mesures pour parer à cette invasion croissante. » (*Daily Mail* du 23 octobre 1939).

On en est là. Un mois et demi de guerre a suffi pour refouler vers l'Italie des Tyroliens d'Innsbruck, dont quelques-uns étaient prêts — il y a quelques semaines encore — à fomenter la résistance allemande dans le Haut-Adige italien. La perspective d'être italianisés cent pour cent et même « mille pour mille », leur semble moins effrayante que l'existence sous la férule du

Führer. Peut-être, à un point quelconque de leur route, le triste convoi des Tyroliens expulsés d'Italie a-t-il pu croiser quelques-uns de ces déserteurs qui cherchaient au delà des Alpes un ciel plus clément ? Peut-être ont-ils aperçu, les uns et les autres, le monument d'Andreas Hofer, sur le mont Isel, qui domine Innsbruck, Hofer, symbole de la fidélité à l'idée germanique ? Qu'ont-ils pu penser, alors, de la théorie raciale d'Adolf Hitler ?

III

Si l'on recherche les origines du déplacement brusqué que Hitler fait subir aux Allemands des provinces baltiques, on arrive à la constatation que ce problème fut, pour la première fois, nettement posé par lui dans le discours qu'il prononça devant le Reichstag et qui inaugura sa fameuse offensive de la paix. « Le problème le plus important est un arrangement nouveau (*Neuordnung*) des relations ethnographiques ; c'est-à-dire un déplacement de nationalités susceptible de donner pour résultat des lignes de démarcation meilleures que celles qui existent aujourd'hui. Ce n'est pas un problème qu'on pourrait limiter à cet espace (c'est-à-dire au Reich), mais un problème beaucoup plus vaste. Car tout l'Est et tout le Sud-Est de l'Europe est semé en partie de petits éclats de populations allemandes (*Splitter des deutschen Volkstums*), difficiles à maintenir. C'est précisément en eux que réside la cause des conflits permanents entre les Etats. Dans le siècle du principe national et de l'idée raciale, il est utopique d'espérer pouvoir assimiler sans plus, ces représentants d'une race supérieure. Il appartient donc aux devoirs d'une force prévoyante en Europe d'organiser des déplacements massifs, pour supprimer, de cette façon, au moins une partie des causes de conflits en Europe. La Russie et l'Allemagne vont s'aider mutuellement dans cette tâche. »

Avant d'aborder le détail du sujet, il est important de noter certaines dates. Le discours de Hitler fut prononcé le 6 octobre ; huit jours auparavant, eurent lieu, à Moscou, deux événements mémorables : seconde visite de M. von Ribbentrop, accompagné, cette fois, par le gauleiter dantzigois Forster (27-28 septembre), et signature de l'accord soviéto-esthonien (le 28 septembre également). Aussitôt après, on apprend que le sort des Allemands des pays baltes est non seulement réglé, mais qu'on a déjà procédé à leur transfert massif et immédiat. Le 9 octobre, Hitler « donnait l'ordre » de rapatrier les minorités allemandes de Baltique. On chercherait en vain, na-

tuellement, la moindre trace d'une consultation des intéressés. Ils se sont trouvés, ainsi que le monde entier, devant un fait accompli.

L'histoire des Allemands des pays baltes fut racontée, ces temps derniers, un peu partout ; nous nous dispenserons donc d'en faire l'exposé. Constatons seulement que, depuis l'établissement des *Porte-Glaive*, au temps d'Albert de Brême, vers 1200, et jusqu'à nos jours, la colonisation allemande s'est poursuivie avec constance et fut toujours menée dans un style purement germanique qui diffère essentiellement de l'action colonisatrice des pays de l'ouest de l'Europe. La population autochtone, considérée comme un matériel humain de qualité inférieure, était réduite à une sorte d'esclavage. Les Allemands se gardaient bien de faire participer les indigènes aux bienfaits de la culture matérielle et spirituelle. Ceci explique pourquoi la germanisation des couches inférieures de la population n'avait jamais été pratiquée d'une manière suivie. On s'était contenté d'introduire le christianisme, et son enseignement insistait particulièrement sur l'obéissance due au seigneur. La colonisation des *Porte-Glaive* ne différait donc guère des procédés que les Chevaliers Teutoniques avaient appliqués en Prusse Orientale et à l'embouchure de la Vistule. Mais les pays baltes, plus lents dans leur développement social, intellectuel et politique, présentaient, jusqu'au début de XX^e siècle, une situation comparable à celle de la Prusse Orientale et de la Poméranie au XVI^e et au XVII^e siècles.

La population autochtone, pressurée par les conquérants, s'était révoltée à maintes reprises. Depuis 1343 — première insurrection générale — jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, ces tentatives restèrent sans lendemain. Cependant, pour les mater, les Allemands baltes furent obligés, bien des fois, à recourir à l'aide étrangère. Ils n'avaient pas d'armée, n'étant jamais parvenus à forcer les indigènes de se battre pour eux. Ils appelèrent à leur secours, dans les débuts, l'Ordre des Chevaliers Teutoniques de Prusse, puis le roi Sigismond-Auguste de Pologne, puis les Suédois et, finalement, Pierre le Grand et la Russie. Ils se brouillaient, d'ailleurs, régulièrement avec leurs protecteurs, aussitôt que ces derniers cherchaient à créer des conditions plus stables et plus saines dans les pays baltes. Car, même dans ces temps révolus, l'oppression inouïe de la paysannerie — cause permanente des soulèvements sanglants — avait ici un caractère particulièrement odieux et exceptionnel. Les Allemands baltes étaient les seuls à trouver normal cet état de choses.

Les paysans baltes ne sont parvenus que très tardivement à la notion de former une nationalité distincte. C'est au XIX^e siècle et sous la domination russe, qu'ils ont pris conscience d'être des Lettons et des Esthoniens ; aupa-

ravant, on les appelait simplement des « non-Allemands » (*Undeutsche*), sans chercher une désignation positive. La naissance du courant national se manifesta d'abord sur le terrain religieux ; la secte des *Herrenhuter*, avec son puritanisme égalitaire, leur donna la première impulsion ; puis ce furent des conversions opportunistes à l'orthodoxie russe, au moyen desquelles les indigènes espéraient acheter une protection plus efficace contre leurs seigneurs, les riches propriétaires terriens, les « Barons », comme on les appelait dans le pays.

L'histoire de ces barons, sous la domination russe, mérite d'être étudiée, d'abord parce que ce fut la dernière des métamorphoses subies par l'avant-garde du germanisme à l'Est et, ensuite, parce qu'elle nous fournit une réponse sur le caractère que présente actuellement la vague humaine, destinée, de par la volonté de Hitler, à coloniser la partie occidentale de la Pologne.

Les barons allemands, propriétaires de grands domaines, descendants des Porte-Glaive, et les bourgeois allemands, leurs compatriotes, qui exerçaient dans les villes les professions de pasteurs, médecins, avocats, armateurs, commerçants et artisans, formaient dans les pays baltes le clan germanique des privilégiés, qui pesait lourdement sur la population rurale. Les relations de ces Allemands avec leur nouveau protecteur, l'Etat russe, étaient bonnes, excellentes même, pour autant que l'Etat ne touchât pas à la structure sociale du pays. Mais les barons faisaient échouer systématiquement toutes les réformes tant soit peu humanitaires. Catherine II — et Dieu sait si elle était éloignée de toute velléité démocratique — voulut reconnaître aux paysans baltes le droit de propriété sur les valeurs mobilières, et se proposa de fixer une limite aux impôts prélevés par les seigneurs. L'assemblée de la noblesse allemande, forcée de subir la volonté de la souveraine, n'appliqua jamais ces nouvelles lois. Son point de vue était : « les paysans sont des serfs (*servi*) dans le sens le plus complet du droit romain. Ils étaient et ils demeurent la propriété incontestable de leur seigneur, qui peut les transmettre, les donner ou les vendre à un tiers. » Les lois de Catherine II ne tardèrent pas, d'ailleurs, à être révoquées par Paul I^{er}. Cependant, sous Alexandre I^{er}, les barons, en prévision de l'abolition du servage en Russie, s'empressèrent de libérer leurs serfs, afin de ne pas être obligés de les pourvoir de terrains. A partir de ce moment, la paysannerie balte se transforma en prolétariat agricole. Ici se place un épisode savoureux. Le gouvernement russe eut la curiosité d'établir qui payait les impôts ruraux dans les provinces baltes. Aussitôt, l'assemblée de la noblesse invoqua des « décrets et ordonnances spéciaux » et éluda la question. Pendant plus de cinquante ans, le gouvernement russe n'arriva pas à obtenir la communication

de ces décrets mystérieux. Ceci a été rendu possible, comme le remarque avec raison M. Paul Milioukoff, par les relations étroites entre la noblesse balte et le gouvernement tsariste.

La collaboration balte à l'administration de la Russie date depuis longtemps. Les dignitaires russes de souche allemande avaient une réputation de loyauté à toute épreuve. Mais cette loyauté allait à la maison impériale et non au pays, qu'il traitaient, suivant leurs habitudes féodales, en province conquise, confiée à leur administration par le suzerain. Quoi qu'il en soit, les Baltes ont exercé leur fonction en Russie avec fermeté et discipline. Ils ont grandement contribué à créer un certain système administratif qui, sans être parfait, suffisait à maintenir un ordre relatif dans l'immense empire. Ces qualités, qui manquaient aux Russes, furent hautement appréciées par les tsars, et, bientôt, les Baltes s'imposèrent un peu partout et devinrent particulièrement nombreux autour du trône. Cette situation, qui durait depuis près d'un siècle, changea à peine au cours des dernières années du règne de Nicolas II. L'armée, la marine, la haute et la moyenne administrations étaient truffées de Baltes allemands. Les Benkendorff et les Meiendorff, les Kaulbars et les Engelhardt, les Pahlen et les Krüdener, les Yxküll et les Kosküll, les von Wahl et les von Korff défilèrent pendant un siècle, chamarrés d'or, comblés de titres, de décorations et d'honneurs. Ils formaient un clan à part dans l'innombrable bureaucratie tsariste, le plus fort, le plus stable, le plus tenace.

Mais, chose curieuse, si l'on recherche parmi eux des hommes d'Etat ayant laissé une trace durable dans l'histoire de la Russie, on en n'en trouve pas. Ils sont doués pour l'ordre, beaucoup plus que les Russes, mais leurs idées paraissent singulièrement étriquées et banales ; comme tous les Allemands, ce sont de superbes subalternes. Dévoués au régime, mais non au pays, ils sont portés vers la conservation de leur position privilégiée et sont, par conséquent, opportunistes. Ils se distinguent dans la police, qu'ils perfectionnent. Pour mieux surveiller et étouffer dans l'œuf toute velléité de mouvement libéral, ils créent la célèbre Okhrana. Un Pouchkine doit subir la surveillance inquisitoriale d'un Benkendorff ; un von Plehwe est le dernier paladin du régime autocratique. Il s'ensuivit, dans le milieu russe, une haine profonde contre les dignitaires allemands, considérés comme des étrangers à la solde d'un souverain qui ne pouvait plus compter sur l'assistance de ses propres sujets.

Le premier coup dur porté aux barons baltes fut la jacquerie estho-lettonne qui éclata au moment des troubles révolutionnaires de 1905. Elle fut durement réprimée par la force armée. Mais c'en était fini pour toujours de l'au-

torité du seigneur, de l'idée de son droit divin et de la supériorité de sa race. Le nationalisme de la population autochtone était en plein essor. Le gouvernement russe, cependant, ne pouvait se décider pour une politique déterminée : tantôt, il prenait sous sa protection les masses lettonnes et esthoniennes, à condition, toutefois, de les russifier ; tantôt, sous la pression de la coterie des bureaucrates baltes, il venait au secours des grands propriétaires terriens.

La guerre de 1914, et sa fin désastreuse pour la Russie tsariste, portèrent le coup de grâce à la situation privilégiée des Allemands. Pour la première fois depuis son établissement aux bords de la Baltique, la noblesse allemande se trouva devant ce dilemme tragique : choisir entre la Russie et l'Allemagne. Sauf de rares exceptions, c'est pour la Russie qu'elle opta. Son attachement au sol et à ses traditions était plus fort que « la voix de la race ».

(à suivre)

PEREGRINUS.

GUERRES DE CONQUÊTE ET GUERRES D'EXTERMINATION

Les guerres d'agression, dont les exemples classiques, sur le terrain européen, sont fournis à l'époque récente par l'Allemagne bismarckienne et hitlérienne, peuvent être simples guerres de conquête ou guerres d'extermination. Il existe, à vrai dire, des cas intermédiaires, pour lesquels un doute peut subsister quant à la catégorie où il faut les ranger. Ainsi, on pourrait hésiter, en ce qui concerne les pratiques d'expulsion globale des vaincus ou de leur transfert dans d'autres régions, s'il faut y voir des méthodes de conquête ou d'extermination. D'autre part, une guerre commencée en vue de conquête peut se transformer ensuite en une guerre d'extermination. Mais si la transition d'une catégorie à l'autre est possible, le principe de distinction entre les deux classes de guerres offensives n'en est pas affecté. Il y a une différence essentielle des mobiles et des buts entre les guerres de conquête et les guerres d'extermination et de cette différence découlent généralement aussi des différences de méthodes et de résultats. Le présent article veut exposer aussi objectivement que possible les points les plus importants de cette différence et en discuter, du point de vue politique et historique, les causes et les raisons.

Les guerres de conquête sont aussi vieilles que l'organisation de l'humanité en sociétés politiques distinctes. Les dimensions et les formes extérieures des conquêtes opérées par la force ont énormément varié au cours de l'histoire, mais l'essence du phénomène est restée la même, qu'il s'agisse des tribus primitives asservissant leurs voisins ou du Troisième Reich invoquant la nécessité de « l'espace vital » ; l'essentiel, dans les deux cas, est la volonté de prendre le bien d'autrui.

Quelles sont les causes et raisons véritables (par opposition aux prétextes invoqués souvent par les conquérants) de cette volonté de conquête ? Une réponse satisfaisante à cette question nous permettrait de saisir le fond même de la différence entre les guerres ayant la conquête pour mobile et but primordial et décisif, et celles qui sont entreprises, avant tout, en vue de la destruction radicale de l'ennemi. Les guerres de la deuxième catégorie conduisent souvent à un agrandissement plus ou moins considérable des possessions

du vainqueur, mais ce résultat n'est pas la raison principale de la guerre — tout au plus, peut-il constituer un motif accessoire et subordonné au but essentiel qu'est l'anéantissement de l'adversaire. Comme illustration de cette différence, il suffit de citer un cas particulièrement célèbre et clair de guerre d'extermination, à savoir la troisième guerre punique. On sait que celle-ci aboutit à la création de la province romaine d'Afrique. Néanmoins, Rome prit alors les armes non pour l'acquisition de ce territoire, mais pour détruire Carthage, et la formation d'une nouvelle province ne fut qu'une conséquence secondaire de la disparition de la patrie d'Hannibal.

Si nous acceptons la théorie du matérialisme historique, la volonté de conquête serait tout simplement le réflexe psychologique de certaines conditions économiques. Mais l'examen objectif des faits conduit à la conclusion que le matérialisme exagère énormément l'importance du facteur économique dans l'histoire en général et dans l'histoire des relations internationales en particulier. Non seulement les phénomènes de la vie spirituelle et morale sont irréductibles aux intérêts matériels, mais aussi l'activité politique, au sens étroit du mot, ne peut nullement s'expliquer par le jeu de seuls facteurs économiques. Au contraire, il faut souvent constater une opposition très nette et profonde entre l'économie et la politique, spécialement dans le domaine des rapports entre les nations et les Etats. Précisément, en ce qui concerne les guerres de conquête, des économistes éminents ont démontré que ce sont, dans la plupart des cas, de fort mauvaises affaires, même pour le vainqueur, ce qui n'a pas empêché de nouveaux actes d'agression.

Toutefois, si l'économique n'est pas tout, il constitue une part bien importante de la réalité historique, quoique cette importance puisse varier fortement selon les temps et les lieux. Aussi est-il indiscutable que de très nombreuses guerres de conquête furent causées, sinon exclusivement, du moins dans une large mesure, par des facteurs économiques, agissant ouvertement ou camouflés. L'aspect de cette causalité doit naturellement correspondre au degré de développement économique, politique et culturel des sociétés en question. Mais qu'il s'agisse des invasions des barbares sur les territoires des peuples civilisés, de la formation de l'empire carthaginois, de l'expédition athénienne en Sicile, en 415-413 av. J.-C., de la conquête de l'Italie par les Romains, de l'expansion vénitienne dans la Méditerranée aux XIV^e et XV^e siècles, de l'agression récente du Japon contre la Chine, ces événements, si dissemblables en apparence, possèdent tous — sous des formes extrêmement diverses — un fondement économique. D'ailleurs, malgré cette diversité de formes, on peut définir le but général de toutes les guerres de conquête

ayant un mobile économique dans une formule très simple : l'accroissement du bien-être matériel des conquérants aux frais des vaincus.

Cette formule nous explique en même temps pourquoi les guerres dues aux facteurs économiques prennent rarement le caractère de guerres d'extermination. Parmi les valeurs économiques, la plus grande est l'homme même. Par conséquent, il est, en principe, plus profitable — du point de vue économique — de conquérir, si c'est possible, un pays avec ses habitants, que sans eux. Les populations soumises sont, le plus souvent, obligées à remplir des fonctions indispensables, mais qui répugnent aux vainqueurs. Quand les peuples primitifs de la Grèce du Nord-Ouest eurent conquis les vieux centres de la civilisation égéenne, ils formèrent presque partout une classe de maîtres vivant du travail des vaincus, réduits à la servitude ou, du moins, à une subordination politique et économique. Aujourd'hui, en Afrique du Sud, la production minière qui constitue la base de l'économie de ce pays emploie presque exclusivement la main-d'œuvre indigène. L'élimination de l'ancienne population est avantageuse seulement dans les cas où il est possible de la remplacer, sans frais d'installation trop élevés, par une population économiquement plus active. Les exemples les plus connus d'un tel changement de population sont fournis par la colonisation blanche en Amérique du Nord et en Australie. Encore faut-il souligner que, dans ces pays, la disparition des autochtones était due beaucoup moins à l'extermination proprement dite par les armes qu'à l'établissement de conditions générales incompatibles avec le mode d'existence des peuplades primitives.

L'autonomie du politique à l'égard de l'économique, soulignée plus haut, se manifeste nettement sur le terrain des guerres de conquête. A côté des agressions à mobiles économiques indubitables, l'histoire en note d'autres où les facteurs économiques ont joué un rôle secondaire ou même ont agi dans un sens opposé à l'agression. Les guerres déterminées en premier lieu par la politique pure se distinguent radicalement des conflits armés à fondement économique par le caractère général de leurs buts : l'essentiel est l'accroissement de la puissance et non du bien-être économique du conquérant. Il est vrai que très souvent l'expansion politique est accompagnée d'un essor économique, mais c'est une conséquence accessoire et jamais nécessaire. Au contraire, nous connaissons des guerres provoquées par le « Wille zur Macht », selon le terme de Nietzsche, et couronnées, du point de vue militaire et politique, du succès le plus éclatant, qui, néanmoins, furent ruineuses pour le vainqueur par leurs effets économiques (et sociaux). Il suffit de citer la seconde guerre punique dans l'antiquité et les guerres conduites par l'Espagne au XVI^e siècle.

Tandis que l'économie se montre, en règle, réfractaire aux guerres d'extermination, la politique y mène fréquemment avec une logique implacable. Car la conquête augmente les forces de l'Etat respectif seulement dans les cas où la population conquise se laisse assimiler, au moins politiquement. L'obéissance passive de cette population constitue le minimum indispensable à la sécurité du conquérant. Quand celui-ci doit compter, surtout aux moments critiques pour lui, avec une résistance active des populations conquises, la conquête devient pour lui une source de faiblesse et non de force. Il n'y a qu'un seul moyen sûr de conjurer ce danger ; il consiste dans l'extermination totale des opposants, déclarés ou même potentiels. Il serait erroné de croire qu'un degré avancé de civilisation rendrait impossibles pareilles cruautés commises au nom de la raison d'Etat. Nous laisserons pour le moment de côté les pratiques des Etats les plus civilisés de l'Orient ancien, parce qu'elles n'étaient pas dues exclusivement aux considérations politiques. Mais dans le monde grec, c'est à l'apogée même de la culture classique, au V^e siècle av. J.-C., que les méthodes d'extermination furent introduites et généralisées par Athènes, c'est-à-dire l'Etat qui prétendait — d'après les célèbres mots attribués par Thucydide à Périclès — être le centre d'éducation de toute l'Hellade. L'impérialisme athénien commença par la simple expulsion des anciens habitants qui furent remplacés par les cléronques athéniens ; ce fut le cas des petites îles de la mer Egée, Lemnos, Imbros, Skyros. C'était suffisant pour assurer la possession de ces territoires, mais pas suffisant pour semer la terreur parmi les cités grecques, devenues, d'alliés d'Athènes, ses sujets. La première application des méthodes extrêmes fut décidée en 427 contre les Lesbiens révoltés. Le démos athénien, sur l'instigation du fameux Kléon, décréta alors de tuer tous les hommes adultes dans les villes rebelles et de vendre les femmes et les enfants en esclavage. L'opposition des éléments modérés réussit, il est vrai, à modifier ce décret et à limiter la peine de mort aux leaders de la rébellion, mais, à partir de 423, on appliqua sans merci le traitement proposé par Kléon aux villes révoltées et même à la cité de Mélos, qui n'avait jamais appartenu à la confédération Délienne et dont le seul tort était d'avoir défendu son indépendance contre l'agression athénienne. Chez les Romains, les méthodes d'extermination totale furent appliquées plus rarement, mais sur une échelle beaucoup plus grande que chez les Grecs. Alba Longa, Veii, Capoue, Carthage, Corinthe, la Judée, cette longue série démontre, encore une fois, que le progrès de la civilisation n'implique pas nécessairement un adoucissement des méthodes politiques. Il serait injuste pour le Moyen Age, si l'on voulait mettre l'extermination de peuples slaves et baltes par les Allemands

ou les destructions opérées par les Mongols sur le compte de la civilisation de cette époque. Dans l'Europe des derniers siècles, la politique d'extermination au nom de la raison d'Etat paraissait abandonnée ou, du moins, limitée au domaine des conflits internes, mais, depuis la guerre mondiale, nous assistons à sa renaissance progressive sur le terrain des relations internationales. Avec ce qu'on appelle — par euphémisme — échange de populations, nous voilà revenus à la première manière de l'impérialisme athénien du V^e siècle, et la seconde manière, celle de Kléon, peut aussi trouver son application modernisée, comme le prouve le sort des Arméniens au cours de la dernière guerre et comme l'annoncent les méthodes employées par l'Allemagne dans la guerre contre la Pologne.

Les facteurs économiques et politiques n'épuisent pas les sources des guerres d'agression. Il y a encore une catégorie extrêmement importante d'agressions entreprises pour assurer le triomphe d'une idée ou d'un système d'idées. Les guerres idéologiques ne sont pas, en général, libres d'éléments économiques et surtout politiques. Car il est presque inévitable que la victoire d'une idée procure à ses protagonistes des avantages politiques. Mais dans la conscience des promoteurs et combattants de ces guerres, l'idée reste toujours la chose principale et décisive, et non l'intérêt politique ou économique. Il faut distinguer des vraies guerres idéologiques celles où l'idéologie ne servait que de prétexte pour masquer ou justifier la volonté de conquête, telle l'expansion de l'Ordre teutonique au Moyen Age. Il va de soi que, dans certains cas, cette ligne de démarcation n'est pas aisée à tracer, même pour l'historien le plus scrupuleux et impartial. Par exemple, les savants modernes se sont habitués à interpréter les conquêtes des grandes monarchies orientales de l'antiquité comme dues essentiellement à des causes politiques ou même économiques. Ce ne fut pas l'avis des conquérants eux-mêmes, tel qu'il s'exprime dans leurs documents officiels. Ces derniers présentent toujours les actions guerrières comme résultat des ordres divins, destiné à répandre la gloire et l'autorité des dieux du conquérant. Une illustration frappante de cette attitude nous est fournie par une inscription de Xerxès, trouvée en 1935 à Persépolis. Bien que ce texte ne prononce pas le nom de l'adversaire vaincu, il est extrêmement probable qu'il s'agit là de la fameuse expédition contre la Grèce en 480 av. J.-C. Nous possédions, auparavant, seulement la version hellénique des guerres médiques, qui auraient eu — d'après elle — un caractère strictement politique et séculier. Or, l'inscription de Persépolis laisse entendre un son très différent. Nous y lisons, en effet, le passage suivant :

« Ainsi parle le roi Xerxès : Quand je devins roi, il y eut des troubles

dans les pays indiqués plus haut. Ahuramazda me vint en aide ; par sa grâce, je battis ce pays et y rétablis l'ordre. Et dans ces pays, il y avait un endroit où, auparavant, les *daivas* (démons, dieux non reconnus par le roi) étaient adorés. Par la grâce d'Ahuramazda, je détruisis ce repaire de *daivas* et je proclamai : Qu'on n'adore plus les *daivas* ! Où, auparavant, les *daivas* étaient adorés, j'adorai Ahuramazda. ».

Le repaire de démons détruit par Xerxès, c'est l'Acropole d'Athènes ! L'invasion de la Grèce fut donc, selon la conception officielle perse, une guerre de religion. C'est d'autant plus remarquable que les Achéménides pratiquaient une large tolérance à l'égard des croyances de leurs sujets. Mais la religion formait, chez tous les peuples de l'Orient ancien, l'idéologie dominante, à laquelle tout était subordonné, même et surtout la politique. La culture classique fut la première civilisation essentiellement laïque et ce n'est pas par hasard que les guerres idéologiques sont une rare exception, depuis la victoire des Grecs sur les Perses jusqu'à Constantin le Grand.

Puisque les guerres idéologiques ne sont qu'une forme particulière de la propagande, il est naturel qu'elles tendent à la conversion et non à l'extermination des populations conquises. Dans l'Orient ancien, les conquêtes n'ont d'ailleurs entraîné qu'exceptionnellement la persécution des cultes et croyances des vaincus. Cela s'explique par le polythéisme des religions orientales qui reconnaissaient l'existence des dieux d'autres peuples ; par conséquent, le but religieux de la guerre de conquête consistait dans la démonstration — par la force — de la supériorité des dieux du vainqueur, sur ceux de l'adversaire et dans l'acceptation par celui-ci de cette suprématie. Mais si l'adversaire s'acharnait dans la résistance et surtout si, après s'être soumis, il se révoltait, il s'exposait au traitement le plus cruel et souvent à l'extermination totale. Les méthodes de terreur variaient du reste considérablement, quant à leur degré et la fréquence de leur application, selon le caractère national du conquérant. Les Egyptiens ont été les plus humains, les Assyriens les plus féroces. Les dieux d'Assour et Niniveh se plaisaient dans les scènes d'effroyable sauvagerie, étalées avec fierté sur les monuments des rois assyriens. Mais ces derniers ont été aussi les inventeurs d'une méthode moins sanglante, sinon plus humaine, de finir radicalement avec les rebellions des peuples conquis. C'était le transfert des populations entières, ou du moins des classes dirigeantes, qui incarnaient l'esprit de résistance, dans des pays très éloignés de l'empire où elles ne pouvaient être dangereuses pour le conquérant, ne fût-ce qu'en raison de l'inévitable opposition entre les nouveaux venus et les habitants anciens. Cette méthode présentait, par rapport à l'extermination pure et simple, l'avantage de conserver le matériel humain

dont l'activité économique pouvait être de grande valeur pour le conquérant ; à cet égard, le transfert proprement dit se distingue de l'expulsion qui laisse les victimes en dehors de la domination du vainqueur. Ce dernier procédé, étant moins compliqué, se rencontre plus souvent dans l'histoire que le transfert. Aujourd'hui, nous voyons le Troisième Reich pratiquer aussi bien l'expulsion que le transfert à l'assyrienne.

Les guerres idéologiques développent la tendance vers l'extermination de l'ennemi d'autant plus facilement que l'idéologie en question possède un caractère plus exclusif et, en conséquence, intolérant. Dans le domaine religieux, c'est le cas du monothéisme comparé au polythéisme de toute espèce. Celui-ci peut étendre à l'infini le cercle de ses divinités ; par contre, l'idée même d'un seul dieu ne laisse logiquement de place que pour une seule foi et un seul culte. Ainsi donc, l'apparition de la première religion purement monothéiste, celle du peuple d'Israël, fut accompagnée de guerres d'extermination particulièrement implacables. Il suffit de citer un exemple. Au premier livre de Samuel (chap. 15), nous lisons ce qui suit :

« Or, Samuel dit à Saül : C'est moi que Jahveh a envoyé pour t'oindre roi sur son peuple, sur Israël ; maintenant donc, écoute les paroles de Jahveh. Ainsi a dit Jahveh Sabaoth : J'ai rappelé à ma mémoire ce qu'a fait Amalek à Israël, comment il s'opposa à lui sur le chemin, quand il montait d'Égypte. Maintenant va, et frappe Amalek, et voue à l'interdit tout ce qu'il a ; et ne l'épargne point, mais fais mourir et les hommes et les femmes et les jeunes enfants et ceux qui tétent, et les bœufs et les brebis et les chameaux et les ânes. »

Voilà l'ordre divin imposant la destruction absolue de tout ce qui vit chez l'ennemi du peuple élu de Dieu. Les guerres d'Israël furent conduites sous ce signe et si elles n'ont pas entraîné de dévastations trop étendues, c'est à cause de la faiblesse politique et militaire des Israélites. La situation changea, dans le monde civilisé, avec l'avènement des grandes religions monothéistes : le christianisme et l'islam. Dans la sphère où régnaient ces religions, toutes les guerres d'extermination, pendant le Moyen Age et jusqu'au XVII^e siècle, ont été ou bien de vraies guerres de religion ou, du moins, la religion y a servi de prétexte et de justification. Encore Cromwell invoquait, au cours de sa terrible campagne contre les Irlandais catholiques, le texte cité plus haut, de l'Ancien Testament.

A partir du XVIII^e siècle, l'idée religieuse cessa d'être le facteur idéologique le plus important dans la vie politique et, à partir de la Révolution française, cette place fut occupée par l'idée nationale. Celle-ci dans sa forme première, qui comportait le droit des peuples de disposer librement de leur

sort, excluait en principe toute guerre de conquête et *a fortiori* toute guerre d'extermination. Cette conséquence fut tirée dans le célèbre décret de l'Assemblée Constituante qui proclamait la renonciation de la France à tout agrandissement par la force. Mais le développement du nationalisme conduisit vite à substituer au *droit* de la nation son *intérêt* ou, si l'on veut, à identifier l'intérêt avec le droit. On finit par diviniser pratiquement la nation et par lui conférer tous les droits que l'idée religieuse réservait à Dieu. Ainsi fut ouverte l'ère des conflits les plus sanglants qu'ait connus l'humanité. Si l'on compare les guerres politiques pures entre les nations, comme, par exemple, les guerres entre la France et l'Angleterre avant la Révolution française, avec les guerres « nationales » d'aujourd'hui, l'importance extrême du facteur idéologique pour l'aggravation des antagonismes saute aux yeux. C'est que l'idée nationale met en action un dynamisme émotionnel au moins aussi puissant que l'idée religieuse. La forme la plus violente de cet état d'esprit est représentée par le racisme hitlérien. Ainsi donc, celui-ci fait revivre — pour la première fois en Europe depuis trois siècles — de véritables guerres d'extermination — à l'intérieur comme à l'extérieur.

Notre examen sommaire des principales causes déterminant les guerres de conquête et celles d'extermination pourrait laisser l'impression que la destruction radicale de l'ennemi aurait dû être encore plus fréquente qu'elle ne le fut en réalité. Il faut donc rechercher les facteurs qui ont plus ou moins contrebalancé les tendances vers l'extermination. Cette méthode rencontre des difficultés pour ainsi dire techniques qui augmentent avec la force numérique de la population à exterminer. Il est facile de massacrer jusqu'au dernier homme une tribu primitive ne comptant que quelques centaines de têtes. Encore les cités grecques, peuplées de quelques milliers ou même de quelques dizaines de milliers d'habitants, pouvaient disparaître d'un jour à l'autre, comme le prouve, par exemple, la destruction de Thèbes en 335 av. J.-C. Il est beaucoup plus difficile d'exterminer une nation entière composée de millions d'âmes. Mais difficile ne veut pas dire impossible, comme le démontre, dans l'antiquité, l'extermination totale des Assyriens, qui furent pendant trois siècles le peuple le plus puissant du monde ; et, au Moyen Age, les Mongols ont transformé en désert les régions entre l'Euphrate et le Tigre, qui avaient été, dès les temps les plus reculés jusqu'à l'époque des califes, l'un des centres les plus importants de la vie historique. Aujourd'hui, les moyens de destruction massive, directe et indirecte, sont devenus tellement nombreux et variés que la politique d'extermination n'aurait que l'embaras du choix.

Nous avons déjà mentionné que les considérations économiques s'oppo-

sent, en général, à l'extermination complète de l'adversaire vaincu. Toutefois, on peut souvent soupçonner, plutôt que prouver strictement, l'influence de pareilles considérations. Ainsi, les Perses ont détruit, au cours de la révolte ionienne, Milet, le centre principal des insurgés, et quelques autres villes, mais ont laissé subsister la grande majorité des cités rebelles ; il s'en dégage l'impression que le Grand Roi n'a pas voulu se priver entièrement des ressources d'une population laborieuse et cultivée et fournissant au Trésor un tribut important. Et si les Achéménides n'ont jamais employé les méthodes de Gengis Khan et de Timour contre les deux nations les plus réfractaires à la domination perse — les Egyptiens et les Babyloniens —, on peut l'expliquer par le fait qu'il s'agissait là des plus gros payeurs de tribut. Aujourd'hui, en Pologne occupée par les Allemands, la politique d'extermination se heurte aux nécessités économiques de l'utilisation des territoires conquis.

Mais, de toutes les forces qui s'opposent aux pratiques d'extermination, la plus puissante est celle de la morale et du droit. Dans les relations extérieures des sociétés primitives qui ne reconnaissent pas d'obligation morale ni juridique envers l'étranger, la règle *homo homini lupus* règne dans toute sa rigueur et n'est tempérée, en pratique, que par des facteurs matériels. La naissance du droit international avec le premier traité conclu par deux communautés indépendantes éveille la conscience de la possibilité et même de la nécessité d'un lien moral dépassant les limites d'une seule société. L'idée d'une communauté basée sur des traités entre Etats souverains était très ancienne dans l'Orient, mais elle y avait un concurrent invincible dans l'idée diamétralement opposée de la domination universelle d'un seul Etat. Chez les Grecs, la tradition attribuée à l'Amphictyonie de Delphes l'établissement des principes fondamentaux en ce qui concerne les rapports entre les cités et, en particulier, l'exercice du droit de guerre. Ces règles ne s'appliquaient, toutefois, qu'aux cités de nationalité hellénique. Malgré cette restriction, un esprit profond d'humanité s'y manifeste, spécialement dans l'interdiction générale — la première connue dans l'histoire du monde — des guerres d'extermination. Une ville grecque ne pouvait être détruite que pour un crime d'impiété contre les dieux. Quoique le particularisme grec multipliât à l'infini les conflits armés, les prescriptions amphictyoniques furent observées jusqu'au V^e siècle avec de très rares exceptions, qui soulevaient, comme la destruction de Sybaris par Kroton, à la fin du VI^e siècle, l'indignation de la grande majorité des Hellènes. Ce n'est pas une coïncidence fortuite que l'inauguration d'une politique systématique d'extermination par l'impérialisme athénien, au dernier quart du V^e siècle,

coïncide avec l'avènement de la sophistique qui sapait les fondements de la morale traditionnelle et mettait à sa place la morale du surhomme, c'est-à-dire du plus fort, libéré de toute considération pour les plus faibles. La lutte menée contre cette doctrine par Socrate et les socratiques concernait les bases mêmes du droit, à l'intérieur de l'Etat aussi bien qu'à l'extérieur. Dans Gorgias de Platon fut proclamée l'unité de la morale dans le domaine privé et publique. La supériorité absolue de la morale sur la raison d'Etat était ensuite reconnue par toute la pensée antique et cette attitude théorique n'est pas restée sans influence sur la pratique politique. Chez les Romains, nous observons le phénomène paradoxal qu'ils ont fait la politique la plus agressive de tous les peuples de l'antiquité, tout en condamnant officiellement, en même temps, toute guerre d'agression. *Bellum iustum* — la théorie romaine n'en admettait pas d'autre — pouvait être uniquement une guerre de défense ou une guerre pour l'exécution du droit. Souvent, un véritable tour de force mental était indispensable pour présenter les guerres de Rome comme conformes à cette règle, mais le premier Romain qui pratiquât une politique de conquête sans masque et sans phrase fut Jules César. Si l'on qualifie l'attitude romaine d'hypocrisie, il faut se souvenir de la définition de celle-ci : hommage rendu par le vice à la vertu. Autrement, Auguste n'aurait pas pu faire accepter par l'opinion romaine sa politique de paix et de renonciation à l'agrandissement continu de l'empire. Toutefois, la guerre une fois admise, la conception formaliste des Romains n'admettait pas de limites au droit du vainqueur de disposer librement des vaincus. Par conséquent, la destruction de Veii, Capoue, Carthage, Corinthe, Numance, Jérusalem, était aux yeux romains parfaitement légale et morale, contrairement à l'opinion grecque, même d'un partisan déclaré de Rome, comme Polybe.

La grande idée de l'âge hellénistique, entrevue d'abord par Alexandre le Grand et pourvue d'une motivation philosophique par le stoïcisme, à savoir la solidarité du genre humain sans distinction de race, de nation, de condition sociale, n'a reçu qu'une réalisation extrêmement imparfaite au cours de l'Empire romain. Telle qu'elle fut, elle aida néanmoins dans une large mesure la propagation du christianisme, basé essentiellement sur la même idée. La morale chrétienne ne laissait pas de place, ni pour guerres de conquête, ni pour guerres d'extermination. Saint Augustin passe, en conséquence, un jugement de condamnation sans appel sur tous les empires bâtis par la force, l'empire romain inclus. Mais l'application des principes chrétiens à la politique en général et à la politique internationale en particulier, comporta, après la victoire matérielle du christianisme, des restric-

tions capitales. En premier lieu, on n'a pas reconnu que la vérité spirituelle ne peut et ne doit pas être imposée par la force matérielle. Il en résultait l'admission des guerres de propagande offensives contre les infidèles et les hérétiques. Ces derniers, s'ils ne voulaient pas abjurer leurs erreurs, étaient exterminés sans merci, selon les idées de l'Ancien Testament. Au point de vue politique, ces guerres idéologiques aboutissaient aux conquêtes territoriales. D'où une forte tentation, pour les Etats intéressés, d'arborer l'étendard de la religion pour des fins bien terrestres. Malgré ces déviations de l'idéal chrétien, il est certain que le christianisme a été et est encore la plus grande des forces morales qui militent pour l'ordre international, fondé sur la justice et la charité. Il y a une opposition irréductible entre cette conception et l'« égoïsme sacré » des nations et des Etats, dont les guerres d'agression sont la manifestation la plus éclatante. L'enjeu suprême de la guerre actuelle est, précisément, de décider si ce sera la force brutale ou le droit qui gouvernera les rapports entre les nations.

TADEUSZ WAŁEK-CZERNECKI.

COUP D'ŒIL SUR LES LETTRES POLONAISES CONTEMPORAINES

Les théoriciens totalitaires nous assurent souvent que la prospérité d'une civilisation dépend de la puissance politique de ses créateurs. Selon une telle opinion, les arts et les lettres ne sauraient fleurir au milieu d'un déclin national. D'autre part, les représentants d'un anarchisme intellectuel, doux ou amer, prétendent que l'esprit prend seulement son essor le plus magnifique lorsqu'il n'est pas entravé par des préoccupations communautaires, adoncques pendant les périodes où l'Etat se trouve aux abois, tandis que les individus jouissent, dans leur petit coin, d'un bonheur de Barbézieux favorable aux Muses. Chacune de ces deux hypothèses sur les conditions où naissent les siècles d'or de la littérature peut se prévaloir d'arguments historiques : le mécénat de Louis XIV, Shakespeare contemporain d'Elizabeth, les grands auteurs espagnols témoins de l'apogée des Habsbourg de Madrid, et puis la Renaissance italienne, l'époque de Weimar, l'hégémonie du drame scandinave, entourées d'une atmosphère politique des moins brillantes.

La littérature polonaise ne se range dans aucun de ces deux groupes. Elle n'a pas tiré tout le profit de l'ère des Jagellons et de Báthory, ni du geste de Sobieski, mais elle n'a pas non plus atteint les cimes pendant que la nation était désunie et humiliée. Les années les plus glorieuses des Lettres sarmates se placent aux époques printanières de l'idée polonaise, quand, après des catastrophes, l'élite intellectuelle et morale préparait la résurrection de la patrie. Cela se confirme par l'exemple de la poésie que patronna Stanislas-Auguste Poniatowski, animatrice du mouvement qui aboutira à la Constitution du 3 mai 1791, et à l'épopée napoléonienne des Légions. Cela engendra les chefs-d'œuvres des grands romantiques, avant la guerre contre les Russes de 1830-1831 et plus tard, avant l'insurrection malheureuse et généreuse de 1863-1865. Cela suscita une troisième fois les énergies les plus sublimes de la poésie polonaise, à la veille de la Grande Guerre de 1914-1918.

Entre les deux époques, où la veine créatrice coula avec le plus d'abondance, entre le Romantisme de Mickiewicz, de Słowacki et de Krasiński d'une part, et de la « Młoda Polska », la « Jeune Pologne » de la fin du

XIX^e et du début du XX^e siècle, d'autre part, se situe une période intermédiaire creuse, terne, faite pour mieux rehausser les réussites qui la précèdent et qui la suivent. La débâcle de 1863-1865 avait profondément découragé et ébranlé la nation. « Va-t-en, sois maudite, ô Poésie ! », s'écriaient les vaincus, las des illusions, du romantisme, de tous les élans vers la transcendance. La réalité matérielle demeurait seule respectée ; elle dictait l'admiration pour le travail « positif », pour le progrès technique, pour les succès palpables. Un peuple chevaleresque comme les Polonais, où l'idéal du gentilhomme continuait à s'imposer aux descendants de l'aristocratie, les Magnats, aussi bien qu'à la noblesse terrienne, la Szlachta, et aux hommes nouveaux, intellectuels ou commerçants, fonctionnaires ou techniciens, qui formaient la classe bourgeoise ; un peuple de spiritualistes passionnément attachés à leur Foi chrétienne et héroïque, s'imaginait pouvoir boudier les Saints qui n'avaient pas donné le triomphe terrestre de la bonne cause, devenir une race d'épiciers et, de ce fait, conquérir la prospérité matérielle.

Mais la nature, pourchassée à l'aide de fourchettes et de couteaux, le romantisme polonais indéracinable, reparaisait toujours, en dépit de la couche réaliste dont on le couvrait soigneusement. Les poètes lyriques de cette période, les *Adam Asnyk* et les *Maria Konopnicka*, avaient beau célébrer, à la manière de Sully-Prudhomme, le progrès et la science, préconiser, à la manière de M. Prud'homme, la justice sociale qui établirait les grandes villes à la campagne, et affecter le scepticisme fatigué et résigné d'un Taine et d'un Renan : ils restaient romantiques dans l'âme et leur surface parnassienne ou naturaliste faisait ressortir nettement les limites de leur inspiration.

Aux mêmes années de 1865 à 1890, trois excellents romanciers s'annoncèrent, se perfectionnèrent et donnèrent finalement la mesure de leur talent. L'un, ou plutôt l'une, Mme *Eliza Orzeszkowa*, très répandue de son vivant, en Pologne comme à l'étranger, est aujourd'hui oubliée au delà des frontières de son pays. Elle s'apitoyait sur la destinée des pauvres et des persécutés, prêchait la fraternité universelle, pleurait et émouvait, en dessinant des paysages discrètement retouchés et des caractères fortement idéalisés ou noircis.

Le deuxième conteur, *Bolesław Prus*, de son véritable nom *Aleksander Głowacki*, le plus profond psychologue de la triade, n'a jamais connu de succès à l'étranger, mais il est demeuré pour ses conationaux un maître de la prose narrative. A juste titre, car il évoque avec une fidélité étonnante les milieux qu'il a coudoyés. Or, en journaliste qui a roulé sa bosse à travers tant de paysages différents, il a étudié toutes les couches de la société polo-

naise, depuis l'aristocratie jusqu'aux cultivateurs les plus miséreux, aux ouvriers et aux prolétaires juifs. Doué d'une grande dose de charité, mais aussi d'un sens de la vérité crue et d'un humour qui le préservent de déclamations trop pathétiques, Prus nous a tracé un panorama attrayant et convaincant de son monde où même des figures aussi pures que l'inoubliable Madzia ne paraissent plus être du domaine de l'invention littéraire.

Les scènes de Varsovie sous le signe du positivisme, d'un fiévreux « enrichissez-vous » et de regrets romantiques invincibles, ce théâtre de cent et cent figures superbement vivantes, il garde sa valeur documentaire à côté de son rôle d'œuvre artistique. « La Poupée », « Les Emancipées », se classent près des romans contemporains d'Alphonse Daudet, de Theodor Fontane, tandis que la saisissante reconstruction historique « Pharaon » rappelle à la fois « Salammbô » et les doctes récits égyptiens d'un Georg Ebers. Mais nous ne serions pas en Pologne si l'aventure du téméraire souverain, ennemi de la superstition, ne recouvrait pas un second sens, caché devant la censure russe : l'éternel espoir d'une résurrection polonaise.

Chez *Henryk Sienkiewicz*, la tendance nationale ne se sert qu'une fois de pareil stratagème, mais dans un livre qui est peut-être le plus universellement connu de toute la littérature polonaise. « Quo Vadis », le triomphe de l'esprit opprimé sur la force brutale, la victoire du Christianisme honni et tourmenté sur la Rome impériale, promet aux Polonais qu'ils auront, eux aussi, gain de leur sainte cause, en dépit des bourreaux qui les maltraitent. Très habile peinture de l'Urbs aux temps de Néron, roman historique à l'égal de « Fabiola » ou des « Derniers Jours de Pompéi », ce « best seller » qui apporta à son auteur une renommée mondiale et le prix Nobel, n'est pourtant pas son titre le plus sûr à l'immortalité. Sans souscrire entièrement au réquisitoire de M. Léon Daudet, nous admettons que les tableaux romains de Sienkiewicz ressemblent dangereusement aux peintures de Siemiradzki, des Piloty ou des Munkácsy, goûtées par leurs contemporains, mais moins par la postérité. Tout autre est le cas de la « Trilogie » : « Par le Feu et par le Glaive », « Le Déluge » et « Messire Wołodyjowski ». Là, Sienkiewicz ressemble à son compatriote Kossak, le maître inégalé dans l'art de dessiner batailles, chevaux et cavaliers. Cette épopée des luttes polonaises contre une douzaine d'invasions étrangères ne périra pas, ne pâlera point, malgré les critiques que des rats d'archives, de pédants linguistes ou des adversaires politiques ont formulées contre l'exactitude de telle donnée, de tel portrait, de telle tournure ou de telle opinion. Sienkiewicz nous raconte dans une série d'épisodes hallucinants la résistance que la Pologne, mal organisée, aimant ses aises, lente à se réveiller, a opposée aux assaillants les mieux

préparés et les plus redoutés. Rien, ni la formidable puissance suédoise, ni la supériorité écrasante de l'avalanche turque, ni la terreur qui précède les Tatares, n'arrive à bout d'une volonté collective indomptable, d'une conscience nationale qui connaît des erreurs et des doutes, mais jamais ni défaillance, ni forfaiture. La profonde impression qui se dégage de la « Trilogie » n'a pas changé depuis cinquante ans et davantage, qu'elle enchante ses lecteurs. Elle surgit dès la première scène, aux confins de la steppe, où Chmielnicki échappe à la poursuite des sicaires, et elle ne s'affaiblit pas jusqu'au triste épilogue de Kamieniec, pris par les Ottomans, après l'ultime sacrifice du vaillant « petit chevalier » Wołodyjowski. Que de figures qui n'ont rien de livresque : un prince Jarema, un prince Radziwiłł ! Que de scènes : étincelants spectacles historiques, comme le banquet où s'accomplira la trahison de l'ambitieux oligarque lithuanien qui s'allie aux Suédois ; petite idylle amoureuse, marivaudage de Kmicic, automne érotique de Wołodyjowski ; et surtout des passages qui rejoignent la grande poésie épique populaire, ainsi la naissance des vers qui chanteront Tuhaj-Bej, menaçant et courroucé.

Sienkiewicz a retrouvé la verve de sa « Trilogie » pour écrire le procès des « Croisés », des Chevaliers Teutoniques, fléau des Polonais et des Lithuaniens paisibles. Mais les romans contemporains, analyses psychologiques dans le style de Bourget, « Sans dogme », « La famille Połaniecki », ont singulièrement vieilli et ne conservent plus la fraîcheur des fresques que Prus nous a laissées de son époque.

De la vérité, fût-elle répugnante, de la psychanalyse avant le mot, nous saisissons cela chez le dernier venu des remarquables écrivains polonais du positivisme-réalisme-naturalisme, chez Mme *Gabriela Zapolska*. Elle fit scandale, par sa vie et par ses œuvres ; elle ne le ferait plus de nos jours. Pourtant, en pleine *respectability* troublée par la première vigoureuse offensive du marxisme, les révélations de l'hypocrisie bourgeoise — « La morale de Mme Dulaska » — de fausses virginités et de tout un ordre faussement établi enchantaient les chercheurs de sensations et révoltaient les conservateurs. Mme Zapolska, qui avait fait son stage comme actrice chez M. Antoine — l'homme du théâtre, et non pas le coiffeur — posait et récitait de beaux vilains rôles, quand elle dressait ses cinq actes d'accusation sur la scène ou dans ses romans-plaidoyers. Cependant, elle a été seule à dire et à décrire beaucoup de choses « dont on ne parle pas » et qu'elle a revendiquées pour la littérature. L'ardeur de la moraliste excusera la morale trop ardente au nom de laquelle Mme Zapolska a défendu une conception rousseauiste des droits de l'instinct.

Déjà une pléiade de grands poètes s'associe aux plaintes et aux complaintes que les écrivains positivistes avaient poussées sur un mode resté invariablement mineur. L'interrègne de la prose didactique était terminé. De 1890 à 1900, Wyspiański, Kasprowicz, Żeromski, Tetmajer et Reymont entrent dans l'arène littéraire. Quatre d'entre eux sont d'une inspiration lyrique par essence, le cinquième est d'une facture puissamment épique. Ce qui les réunit, sous le signe de la « Młoda Polska », c'est le retour aux traditions franchement romantiques. Le faux positivisme, le truqué qui inhère aux œuvres de la période précédente, cède la place à un élan enthousiaste très polonais, même quand il affecte des allures internationalistes, très spiritualiste, même lorsqu'il se complaît dans des blasphèmes. Prenant leur départ d'un socialisme prométhéen, tous les cinq maîtres de la « Jeune Pologne » aboutissent au même but, à l'ombre de la Croix du Seigneur et du drapeau de la Rzeczpospolita.

La voie leur a été désignée par les deux modèles qu'ils admirent et qu'ils s'efforcent d'imiter, par Słowacki — dont on veut faire le roi des poètes polonais, en détrônant Mickiewicz et en méprisant Krasiński — et par Cyprian Norwid, contemporain des positivistes, méconnu, inconnu et considéré comme fou. C'est donc la revanche de la poésie pure, ce sera le symbolisme, le néoromantisme tel qu'il s'élève un peu partout en Europe, à la fin du siècle passé. La rue de Rome, d'Annunzio, Stephan George, Hofmannsthal s'apparentent à la Młoda Polska et ce contact ne reste pas de la pure théorie. Un intermédiaire très méritant, *Miriam* — qui est M. Zenon Przesmycki dans le civil et qui sera plus tard ministre éphémère des Beaux-Arts en Pologne ressuscitée — puise aux sources du symbolisme français et en traduit les vers représentatifs, alors que verte, ô combien verte ! était l'âme de Paris poétique. Stephan George apprend le polonais pour traduire les strophes d'un ami sarmate. Enfin, à Vienne, à Berlin et à Munich, les coryphées du Parnasse polonais coudoient les champions de l'Art pour l'Art allemand et autrichien. Deux écrivains, longtemps surestimés, mais dont on ne saurait nier l'importance comme animateurs, appartiennent même simultanément aux deux littératures polonaise et allemande : *Tadeusz Rittner*, dont l'affinité élective avec Schnitzler s'explique probablement par une affinité raciale, et *Stanisław Przybyszewski*, qui par sa venue à Cracovie, où il débarquait de Munich et de Berlin avec les derniers cris de guerre littéraire, germaniques et scandinaves, déclencha le mouvement de la Młoda Polska.

La palme échoit d'abord à *Kazimierz Tetmajer*. C'était un chantre des névropathes, des pessimistes et des amoureux transis. On chuchotait, en s'essuyant les larmes, les tendres minauderies qu'il exhalait dans des vers

mélodieux et suggestifs (le fameux « *mów do mnie jeszcze !* »); on s'enivrait du suave poison. Soudain, M. Tetmajer abandonna ses faiblesses et magnifia la force, la nature grandiose des monts Tatras, les passions élémentaires qu'elle déchaîne. Cela nous gratifia d'un nombre de contes et de descriptions qui s'inscrivirent dans le trésor impérissable de la prose polonaise. Mais alors, la veine féconde du poète se tarit. Depuis la dernière guerre, il s'est tu dans un silence tragique. Il a longtemps survécu à sa gloire.

Celle de *Stanisław Wyspiański* n'a cessé de croître depuis la mort précoce de ce génial dramaturge, le plus grand, avec Słowacki, de la littérature polonaise. Pourtant, Wyspiański, de même que son illustre prédécesseur, n'est pas un routinier de la scène ; son génie est plutôt lyrique et la forme théâtrale qu'il choisit pour ses œuvres ne nous trompe pas sur leur caractère : elles reflètent des états psychiques du poète, exposent des idées et des sentiments, pour autant qu'elles ne sont pas de la musique, toujours et encore. Car, chez Wyspiański, les frontières de la peinture, de la musique et de la poésie sont inexistantes. Peintre inspiré, pionnier, dans ce domaine, de l'art nouveau, élève des préraphaélites et des symbolistes, il est en outre fortement marqué par Richard Wagner, dont il épouse et applique les théories du *Gesamtkunstwerk*.

Nous en avons des échantillons merveilleux dans la « Légende », qui transpose aux bords de la Vistule et aux pieds de la colline du Wawel l'atmosphère de l' « Or du Rhin », dans l' « Akropolis », où un classicisme quelque peu bizarre fait irruption dans un paysage romantique de spectres et de sortilèges. Le même visage, très personnel et impossible à méconnaître, nous contemple de rapsodies patriotiques, telles la « Varsovienne » ou la « Légion », de mélodrames puisés dans les petits faits de la vie paysanne, « Les Juges » et « L'Anathème », et dans le chef-d'œuvre du poète, les « Noces ». Ce mystère fut traduit en français, d'ailleurs fort bien, et représenté par des acteurs d'avant-garde : l'impression fut déconcertante, car cette vision archi-polonaise ne se prête à aucun changement de lieu. Elle adhère à la glèbe qui l'a produite.

Chaque figure, chaque épisode, chaque pensée, chaque phrase, chaque parole des « Noces » demanderait, en dehors de la Pologne, de longues explications qui troubleraient les non-initiés, au lieu de les informer. Les commentaires auraient à commencer par le genre de ce spectacle. C'est une « *szopka* », un jeu de Noël, que le peuple polonais aime à voir. Des marionnettes s'y meuvent, chacune pourvue d'un type stabilisé par la tradition, comme dans la *commedia dell'arte*. Mais ces actions naïves et conventionnelles servent, depuis toujours, en Pologne à une critique acerbe des fai-

blesses humaines, des maux de la société et des événements politiques. Wyspiański respecte les éléments de la « szopka » et il en forge un ensemble tout neuf. Il montrera à ses compatriotes le sens profond de leur passé, de leur présent et de leur avenir ; il corrigera leurs erreurs futures par le souvenir des fautes passées ; il fera défiler les représentants de toutes les classes, en leur prêchant l'union nécessaire. Mais du pédantisme didactique, aucune trace ! Un charme indicible enveloppe ce songe d'une nuit de noces, nous transporte loin de la laide réalité et nous fait oublier que nous assistons au fond à un cours de solidarité nationale et d'activisme combattif. Chose curieuse, ce mystère raconte, d'ailleurs assez fidèlement, les véritables noces d'un artiste noble, Włodzimierz Tetmajer, frère de Kazimierz, le poète, avec une belle paysanne des alentours de Cracovie. Wyspiański y assista — il imita d'ailleurs l'exemple, en s'alliant lui-même à une fille de la campagne — observa les hôtes et célébra l'alliance symbolique des seigneurs et du peuple, la réalisation du rêve de Krasieński, le miracle : « *jeden tylko, jeden cud, z szlachtą polską polski lud* ». Et la fantaisie dramatique du poète atteint pourtant un tel degré de réalisme que les prototypes des personnes de cette « szopka » s'offensèrent ou se délectèrent à se contempler au théâtre, que tout Cracovie se montra des doigts les originaux de chaque personnage des « Noces ». Aujourd'hui, où l'intérêt d'actualité a disparu, la pièce nous ensorcelle comme peinture, située dans le temps et dans l'espace, d'un aspect de l'éternelle âme polonaise, multiple et complexe.

Wyspiański, rejeton de petite noblesse déchue, contemplant toutefois le peuple du haut d'une position sociale privilégiée. Ainsi que tous les principaux poètes de sa nation, il appartenait aux classes dirigeantes. La distance qui séparait, à l'intérieur de celles-ci, le magnat millionnaire Krasieński d'un terrien aisé comme les Orzeszko, les Tetmajer ou les parents de Mme Zapolska, d'un petit hobereau embourgeoisé comme les Głowacki (Prus), les Sienkiewicz (aux origines probablement tatares) ou les Słowacki et même d'un petit gentilhomme de province comme les Mickiewicz, était moins grande que l'abîme qui s'ouvrait entre ce dernier, ou Wyspiański, et les paysans, jadis serfs taillables et corvéables à merci.

Avec *Jan Kasprowicz*, les manants authentiques occupent pour la première fois un rang suprême dans la littérature polonaise. Ils font sonner d'emblée un son jamais entendu jusqu'alors. C'est une poésie rude, brutale, lourde, très proche du sol, arrosée de sang, nullement soucieuse de convenances, parfois obscène, presque toujours récriminatoire, qui éclate comme un orage. Kasprowicz, fils de la terre grande-polonaise, de ces régions du Gopło, berceau de la Pologne, qui doivent prochainement — selon

les vœux nazistes — s'intégrer dans les Marches du germanisme, s'est croqué sans aménité dans le héros du second grand mystère de la littérature polonaise moderne, le « Marchott ». Figure des romans populaires du Moyen Age, apparentée à Uylenspiegel, Marchott incarne la ruse paysanne triomphant du raffinement et de la logique des intellectuels. Mais, à l'égal de son prototype, Kasprowicz prend plaisir aux joies d'un monde qui n'est pas le sien et auquel il aspire d'appartenir pour y régner ; le manant cède aux charmes spirituels et matériels de la culture supérieure. Il s'assimile aux classes dirigeantes, non sans garder quelques débris de sa rusticité.

Ainsi sera la carrière poétique de Kasprowicz. Tyrtéé de la lutte des classes, condamné pour blasphème et pour instigation à l'émeute, il deviendra, au cours de trente ans de pèlerinage, un sage, pieux et respectueux des dogmes chrétiens. Il aura chanté, entre temps, les malédictions lancées à « Un monde qui s'écroule », il aura entonné des « Hymnes » d'une puissance majestueuse ; il se sera rallié à un amour franciscain de toute chose et de toute créature, dans le « Livre des Pauvres ». Le poète, dont l'ascension artistique fut accompagnée d'une montée parallèle dans la vie quotidienne, s'appropriée une culture immense. Autodidacte, il fit sur le tard son doctorat ès lettres, devint chargé de cours, professeur et finalement recteur de l'Université de Lwów. Sa mort, en 1926, fut un deuil national ; il s'éteignit, lui l'ancien anarchiste athée, en parfaite union avec l'Eglise, avec les pouvoirs établis et les traditions.

Kasprowicz est de la race des poètes lyriques purs. Il ignore les contingences, il frôle sans cesse la transcendance. Maître du Verbe, il subit à son tour la tyrannie de son inspiration. Rien n'est artifice, dans ces éclosions d'un volcan tout en flammes, tout y est de l'art consommé. Les équivalences latines d'un tel génie élémentaire font défaut ; chez les Germains, on hésite de le comparer à Blake ou à Hölderlin. Seuls, des peuples primitifs déchaînent pareils torrents, nullement endigués, de paroles ailées et tonitruantes.

Peuples primitifs, restés en communion étroite avec la nature, êtres où l'ange et la bête se livrent bataille sous une couche peu résistante d'humain ou, si vous le voulez et dans le cas de Kasprowicz, d'humanité, de ces êtres, un autre fils de villageois, *Władysław Stanisław Reymont*, a tracé le portrait dans ses immortels « Paysans ». Symphonie de l'année campagnarde, chant de la terre autour de laquelle tournent les convoitises et les passions, danse folle des instincts effrénés et liturgie sévèrement ordonnée des rites séculaires, cette marche solennelle des quatre saisons n'a rien de commun avec ce que l'on appelle la littérature régionaliste. Les auteurs français ou britanniques observent la vie rustique, tantôt en châtelains affa-

bles, tantôt en intellectuels amusés, tantôt en visiteurs enthousiastes d'un bal costumé, tantôt en instituteurs désireux d'expliquer et d'éduquer, tantôt en artistes avides de couleur locale, tantôt en chercheurs sentimentaux d'impressions de jeunesse ou en collectionneurs de souvenirs ancestraux. Reymont voit tout avec l'œil du paysan, acteur, spectateur et chroniqueur de l'épopée. Il ressemble aux narrateurs robustes des villages suédois et norvégiens, mais aussi à cet exemple unique de la compréhension parfaite d'un monde étrange, à Pearl Buck. Dans toute la littérature mondiale, rares sont les spécimens d'une parenté aussi étroite que celle qui réunit la « Bonne Terre » et les « Paysans ». Est-ce là un témoignage pour l'unité de tout l'Orient, depuis les confins de la Pologne jusqu'au Pacifique, selon la théorie de M. Massis, ou bien constaterons-nous simplement que les mêmes conditions atmosphériques et sociales suscitent les mêmes effets ?

Quoi qu'il en soit, Reymont excelle à dessiner un milieu, un paysage, à camper ses héros et ses comparses, sans se servir de procédés photographiques et en usant d'un réalisme d'artiste. Avant de dépeindre la campagne, il nous a offert le tableau de Łódź, la « Terre promise », enfer breughélien, aux séductions d'un paradis grossièrement terrestre. Il a décrit avec une veine entraînante la misère très vraie et les splendeurs factices des comédiens (« Les Ferments ») et il s'est fait, à l'inverse des romantiques, l'avocat des sains préjugés bourgeois. C'est dans « La Comédienne » que l'on peut savourer l'humour macabre et la pénétration psychologique qui font de Reymont un analyste délicieux des âmes déséquilibrées. Le pauvre chef de gare, cocufié par la raison, dédoublé dans sa chétive personnalité, ne le cède pas au terrifiant « Horla » de Maupassant. Nous n'irons pas jusqu'à avancer que nous y touchons également à l'auto-confession de l'écrivain guetté par la folie. Toujours est-il que la part de l'expérience vécue est considérable dans l'œuvre de Reymont. D'ailleurs, son existence troublée et mouvementée n'est pas le moins curieux de ses romans. Employé de chemin de fer, acteur sur les tréteaux, novice au célèbre couvent de la Jasna Góra, près de Częstochowa, journaliste, globe-trotter et finalement auteur couronné par le prix Nobel, châtelain et champion du traditionalisme, il nous prouve une nouvelle fois que le chemin de tout génie authentiquement polonais va tout droit vers la droite.

A moins que ledit homme de lettres n'y ait siégé depuis toujours. Tel le baron *Józef Weyssenhoff*, d'ancienne famille balto-allemande, polonisée depuis longtemps, critique spirituel et mordant de sa propre classe dans les deux égayantes satires à la Graindorge, « Pensées de Podfilipski » et « L'Affaire Dołęga », puis héraut inspiré de la forêt lithuanienne, enfin, mémo-

rialiste de la trempe d'un Saint-Simon, plein de respect pour les saints, plein de haine contre la simonie, en outre, hélas, pamphlétaire moins heureux qui vengeait ses déboires domestiques dans des romans à clé et par des algarades littéraires où une plume tremblant de fureur desservait des idées presque toujours justes. Weyssenhoff est peut-être l'écrivain polonais dont la langue se signale par la plus haute perfection. Il se distingue par un souci de la forme que les traductions accomplies de M. Paul Cazin font ressentir avec beaucoup de netteté. Un sort néfaste a voulu que la carrière littéraire de ce grand seigneur fût brusquement interrompue par tant d'accidents du dehors. Sans cela, le nom de Weyssenhoff figurerait aujourd'hui de pair avec les Wyspiański et les Kasprowicz, les Reymont et les Żeromski, dont il fut le contemporain, l'égal en génie et souvent le supérieur en maîtrise de la forme.

Par contre, trois autres coryphées des Lettres polonaises passaient, au début du XX^e siècle, pour appartenir au premier rang, mais ils ne résistent pas à l'épreuve d'un examen rétrospectif. M. *Wacław Sieroszewski*, naturaliste à la manière de Zola, est entouré à juste titre de l'auréole de ses exploits patriotiques, de son exil et de ses recherches scientifiques en Extrême-Orient. Mais ses livres, pleins d'un délire de sang et d'extase, ont quelque peu vieilli. Il en reste en tout cas tel « *Amour de Samouraï* », paraphrase d'un conte chevaleresque nippon, et le respect qu'inspire le civisme du Président de l'Académie Polonaise de Littérature.

Les drames grandiloquents, tout en pourpre et en nuées, de *Miciński*, symboliste et visionnaire, sont oubliés et on ne se rappelle que sa fin lamentable, tragique et mystérieuse au cours d'une jacquerie communiste. M. *Wacław Berent* jouit, par contre, à côté de M. Sieroszewski, d'une existence considérée d'académicien. C'est un écrivain finement cultivé, qui a accompli le mouvement vers la droite, si fréquent en Pologne ; il a été, il y a près de quarante ans, le prophète de l'émancipation de l'artiste, supérieur aux lois qui lient le simple mortel. C'est l'analyste minutieux de la bohème sarmate ou munichoise, de la société varsovienne d'avant-guerre. Il est devenu l'historiosophe du passé polonais depuis les partages. Enfin, nous lui devons un panorama moyenâgeux où s'affrontent, sous le signe de « *Notre Dame* », de Victor Hugo, ménestrels, vagabonds, tziganes et bourgeois, preux chevaliers et gentes dames.

(à suivre)

PR. DR. O. FORST DE BATTAGLIA.

LA QUINZAINÉ POLONAISE

I. L'INSTALLATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS A ANGERS

Peu de personnes se rappellent, sans doute aujourd'hui, la session de l'Union Interparlementaire de 1908 qui se tint en Allemagne et où un des représentants américains soumit une proposition relative à la conception d'une organisation entre les Etats pour le respect des traités et le maintien de la paix générale.

A cette époque, dans les milieux de haute culture juridique ou de haute tenue morale, on subissait l'influence des idées qui avaient été émises et discutées à l'occasion de la Conférence de la Paix, tenue à La Haye en 1907. Il semble de mode, parfois, aujourd'hui, d'évoquer avec ironie ce grand effort d'organisation juridique internationale pour limiter les destructions et les souffrances de la guerre, effort qui fut tenté en 1898, puis en 1907. Il n'empêche qu'il s'inspirait vraiment d'un idéal dont il est à regretter que la mauvaise foi des uns, l'avidité et la passion impérialiste des autres, aient empêché la réalisation pratique. Et il ne faut pas craindre d'affirmer que la notion du Droit des Gens ne sera jamais périmée pour la conscience humaine.

Quoi qu'il en soit, à cette session de l'Union Interparlementaire de 1908, il fut proposé de recommander aux gouvernements la réalisation d'engagements mutuels, afin de respecter les limites territoriales des différents Etats telles qu'elles étaient déjà fixées. C'est alors qu'un congressiste belge fit observer que tant

que la Pologne serait privée de son existence nationale, il serait impossible à des hommes qui concevaient la justice comme la seule base d'une paix durable de prendre un tel engagement.

Par la suite, au cours de la guerre de 1914-1918, on vint à se préoccuper d'abord, à l'occasion de la Belgique et de la Serbie, ensuite à l'occasion de la Pologne, de savoir comment, juridiquement, un Etat pouvait exister lorsque son territoire se trouvait occupé par l'ennemi. Un des grands spécialistes du Droit International, M. de La Pradelle, lança alors une nouvelle et heureuse formule, celle de la continuité de la nation. Cette formule, avec ce qu'elle peut comporter de conséquences juridiques spéciales et ce qu'elle exprime de symbole national, peut être traduite dans des actes gouvernementaux.

Cette doctrine a été décidément admise entre 1914 et 1918.

C'est pourquoi l'installation dans un coin de la terre de France, exterritorialisé à cet effet, du gouvernement de la nation polonaise ne peut être discutée en aucune façon. Comme le gouvernement belge à Sainte-Adresse et le gouvernement serbe à Corfou, pendant la précédente guerre, le gouvernement polonais, en 1939, fonctionne juridiquement aujourd'hui à Angers.

L'accueil de la ville d'Angers à ses hôtes de Pologne a été particulièrement cha-

leureux. En arrivant le 22 novembre dans la vieille cité, jadis l'apanage d'un prince français qui, pendant quelques mois, régna en Pologne, les membres du gouvernement furent l'objet d'une réception enthousiaste et touchante. Les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, qui avaient vécu en Pologne même, tous les épisodes du drame de septembre 1939, étaient présents, aux côtés des autorités françaises civiles et militaires. Les troupes rendaient les honneurs, de nombreuses délégations d'anciens combattants s'étaient jointes à la foule pour saluer les exilés. Toute la ville

avait revêtu une parure de fête. La population arborait de petits médaillons, frappés à l'effigie de l'Aigle blanc, et il n'était guère de magasins ou de boutiques qui ne fussent décorés d'une formule de bienvenue à la Pologne.

Dans Angers, capitale temporaire de la Pologne en guerre contre l'ennemi commun, le gouvernement polonais groupé autour du général Sikorski, le grand chef militaire, qui conduira l'armée nationale à la victoire, a commencé son travail, dont le résultat sera la liberté définitive du sol de la patrie et la reconstitution de l'Etat.

II. LE VOYAGE A LONDRES DU GÉNÉRAL SIKORSKI

Le séjour effectué à Londres, à la mi-novembre, par le général Sikorski, qu'accompagnait M. Auguste Zaleski, a eu une portée d'autant plus intéressante que les deux hommes d'Etat polonais étaient depuis longtemps bien connus dans les milieux politiques de Grande-Bretagne.

Si, en effet, à cette occasion, le général Sikorski a pris contact direct avec ceux-ci pour la première fois en tant que chef de gouvernement, lors de son passage au pouvoir dès 1922-1923, il avait cherché déjà à préparer et à réaliser une collaboration étroite entre l'Angleterre et la Pologne. C'est ainsi que, dans le *Petit Bleu*, l'autre jour, M. Paul Bernier, député, ancien ministre, rapporteur du budget de l'armée, a rappelé fort opportunément qu'au moment où se posa, pour l'Etat polonais, la question de la reconnaissance de ses frontières orientales telles qu'elles avaient été établies par le Traité de Riga entre la Pologne et l'U. R. S. S., quand il fallut obtenir de la Conférence des Ambassadeurs, organe représentatif des gouvernements alliés de la guerre de 1914-1918, qu'elle entérinât le tracé des frontières résultant de cette paix, la Grande-

Bretagne semblait assez mal informée à ce sujet. « Le général Sikorski fit heureusement aplanir toutes les difficultés à Londres, si bien, qu'en définitive, cette affaire devint l'occasion d'une manifestation de sympathie britannique pour la Pologne et eut une juste répercussion internationale. »

Et sur ce chapitre des premiers rapports entre la Pologne et l'Angleterre, comment ne pas se souvenir encore qu'en 1925, « le général Sikorski sut très heureusement profiter des premières manœuvres organisées en Pologne pour associer intimement l'armée anglaise à l'armée polonaise. A sa demande, une importante mission militaire britannique vint pour la première fois en Pologne. Elle était conduite par le général Ironside, aujourd'hui chef de l'état-major impérial, tandis que le général Gouraud conduisait la délégation française. Comment ne pas voir dans cette réunion d'il y a quatorze ans : Gouraud, Ironside, Sikorski, un présage caractéristique de l'étroite alliance plus tard réalisée entre les trois pays, et de la coopération militaire franco-anglo-polonaise qui se réalise aujourd'hui dans

la grande lutte que Français, Anglais et Polonais, nous poursuivons en commun contre l'ennemi commun ? »

Il n'est donc pas étonnant que, dans ces conditions, le chef du gouvernement polonais ait été accueilli à Londres avec une faveur particulièrement marquée.

M. Auguste Zaleski, qui l'accompagnait, est lui-même, depuis bien des années, fort apprécié dans les milieux politiques anglais. C'est qu'avec une très claire compréhension de la situation européenne, pendant les six années, de 1926 à 1932, où il a conduit la politique étrangère de la Pologne, M. Auguste Zaleski partisan sincère de la meilleure collaboration franco-polonaise, avait cherché à lui trouver son complément normal dans le resserrement constant des liens entre Varsovie et Londres.

Le séjour en Angleterre des hommes d'Etat polonais a donc bien facilement permis de souligner de façon très nette la force des liens unissant les trois pays alliés pour briser la tyrannie allemande, et leur complète solidarité. Plusieurs accords ont été passés entre l'Angleterre et la Pologne. Parmi les décisions importantes ainsi prises, une, au moins, doit être mentionnée, parce qu'elle souligne cette

solidarité. C'est celle qui a appelé un général polonais à siéger désormais au Comité exécutif militaire du Conseil Supérieur des alliés.

Ainsi, du désastre qui s'était abattu d'abord sur la Pologne, et qui menaçait également toute l'Europe, l'alliance polono-anglaise sort chaque jour pratiquement aussi renforcée que l'alliance polono-française. Et cette collaboration franco-anglo-polonaise assurera la victoire commune qui sera le triomphe des idéaux les plus nobles de l'humanité.

A Londres, enfin, le général Sikorski a eu l'occasion de rencontrer les hommes d'Etat tchèques : le président Hodza et le président Bénès. Faisant allusion aux conversations qui ont pu ainsi s'échanger, le chef du gouvernement polonais les a ainsi résumées pour le *Petit Parisien* : « Nous sommes tombés aisément d'accord « sur certaines questions d'intérêt commun. Les erreurs commises des deux « côtés ne se renouvelleront plus, croyez- « le bien. » Cette brève allusion aux difficultés polono-tchèques d'autrefois et aux possibilités qui s'offrent maintenant à la Pologne et à la Bohême, est riche d'heureuses promesses.

III. LA MER BALTIQUE SANS LA POLOGNE

L'action de la Russie pour contraindre la Finlande à accepter ses exigences, sur la rive nord du golfe de Finlande et à l'entrée du golfe de Bothnie, rencontre encore, mais pour combien de temps ? une tenace et courageuse résistance de la Finlande.

Mais l'opiniâtreté de cette pression, comme la hâte avec laquelle, voici déjà six semaines, sur l'autre rive du golfe de Finlande, l'U. R. S. S. a forcé les trois pays baltes indépendants, Estonie, Lettonie, Lithuanie à se plier à ses condi-

tions et à lui accorder sur leurs territoires des bases militaires, navales et aériennes, montrent clairement que l'expansion russe dans la Baltique, en sommeil apparent depuis très longtemps, n'avait, en réalité point renoncé. Qu'on ne s'y trompe pas, avec cette réapparition soudaine de la Russie quasiment jusqu'à l'embouchure du Niémen, c'est une nouvelle phase de l'éternelle histoire du *dominium maris baltici* qui commence. Elle nous intéresse à beaucoup de titres.

Mer presque fermée, à laquelle on n'ac-

cède naturellement que du côté de l'Ouest par les étroits détroits danois, appelée jadis la Mer Suève, puis la Mer Orientale, la mer que nous connaissons, depuis le XI^e siècle seulement, sous le nom de Mer Baltique, constitue, toutes proportions gardées, au nord de l'Europe une réplique de la mer qui baigne la partie sud de notre continent, la Méditerranée. Elle est d'abord la limite septentrionale de l'Allemagne, elle borde, ensuite, la grande plaine de l'Est européen, constituant l'unique débouché maritime de vastes régions riches en denrées et en matières premières, mais qui, par contre, ont besoin de recevoir du reste du monde les produits qu'elles ne fabriquent point. Elle est, par suite, leur indispensable moyen de liaison avec la Scandinavie sur son autre rive comme avec l'Europe occidentale et avec l'Amérique.

C'est pourquoi, dans la vie économique comme dans la vie politique de l'Europe du Nord, la Mer Baltique a-t-elle joué un rôle considérable. Mais c'est une mer fermée. Aussi, de très bonne heure, les grandes puissances qui ont apparu sur ses rives ont cherché à s'en assurer la domination exclusive. C'est ainsi que s'est formée la tradition essentielle de la Baltique, l'ambition du *dominium maris baltici*.

Historiquement, cette ambition fut d'abord celle du Danemark. A l'époque de sa plus grande force, au début du XIII^e siècle, celui-ci avait soumis la Poméranie antérieure, le Mecklembourg, le Holstein, Hambourg, Lubeck, une partie de l'Estonie et, sur l'autre rive, plusieurs provinces suédoises. La Hanse put réaliser ensuite une vaste entreprise de domination économique qui la conduisit jusqu'à l'extrémité du golfe de Finlande. Puis, en des temps plus proches, la Suède, pendant un siècle, fut maîtresse en fait de la Baltique.

Avec ces convoitises, la politique polo-

naise de la Baltique forme contraste. Alors qu'au XVI^e siècle, la Pologne, elle aussi, est une grande puissance, elle n'eut point cette ambition. Et même on la voit, à partir de 1560, faciliter sur les bords du golfe de Riga la constitution d'organismes politiques qui, pratiquement, sont à peu près autonomes, la Courlande et la Livonie. Avec beaucoup de sagesse, la Pologne s'efforce de soustraire par là la Baltique orientale à la prédominance des autres grands Etats continentaux.

C'est à la fin du XVII^e siècle que la Russie prend pied décidément, après maintes tentatives avortées, sur le littoral baltique. Le tzar Pierre, que l'histoire courtisane appelle le Grand, construit sa ville sur la Néva. En 1700, il essaie de conquérir Narva. Il est vaincu devant cette ville dans des conditions pour lui personnellement très honteuses. Il n'empêche qu'en 1720, la Russie est maîtresse de la Livonie. A la fin du siècle, les partages de la Pologne lui permettent d'arriver sur la côte jusqu'à proximité de l'embouchure du Niémen, tandis que la Prusse réalise l'annexion de la Poméranie et de Dantzig. En 1809, une guerre victorieuse fait enfin passer la Finlande sous le joug russe.

Ainsi, sur le littoral sud de la Baltique, deux grands Etats continentaux se trouvent désormais en contact direct. Chacun songe, dès lors, plus ou moins franchement, à dominer la Baltique. Mais leurs ambitions ne se sont pas heurtées violemment pendant plus d'un siècle. Frédéric II avait recommandé à ses successeurs d'éviter tout conflit avec la Russie. Nous avons besoin, leur rappelait-il, « de l'amitié de ces barbares ». La complicité dans les partages de la Pologne, constituait, en outre, un lien très puissant entre les deux larrons. Pour Bismarck, qui, selon sa déclaration bien connue à Schouwaloff, avait « le cauchemar des coalitions », ménager la Russie

était une règle de conduite sacro-sainte. De 1794 au début du XX^e siècle, on peut dire que l'hypothèse d'un heurt entre la Russie et l'Allemagne, sous le prétexte de la vieille histoire du *dominium maris baltici*, a été absolument exclue des calculs politiques. Même après l'avènement de Guillaume II, la politique allemande de la Baltique — « Notre avenir est sur l'eau » — ne s'était point orientée vers des risques de chocs violents avec la Russie.

Par contre, dès qu'en 1914 l'Allemagne et la Russie se trouvèrent en guerre, pour une autre cause, d'ailleurs, la question du *dominium maris baltici* fut posée. Bientôt maîtresse de fait de la Baltique, la flotte allemande fit de cette mer un véritable lac allemand.

La défaite de l'Allemagne par les Alliés, la dislocation de l'énorme empire russe par le bolchevisme, eurent, entre autres conséquences, une profonde transformation du littoral baltique. Avant 1914, il n'y avait sur cette mer que quatre Etats riverains : Danemark, Suède, Russie, Allemagne ; il y en eut désormais dix : Danemark, Suède, Finlande, U. R. S. S., Estonie, Lettonie, Lithuanie, Ville libre de Dantzig, Pologne, Allemagne.

La réapparition de la Pologne sur le littoral baltique était normale. La constitution de la Finlande, de l'Estonie, de la Lithuanie en Etats indépendants ne l'était pas moins. Elle était la consécration des aspirations de ces peuples à obtenir une liberté dont ils étaient dignes à tous les égards, liberté qui leur avait été enlevée par la force et pour laquelle ils avaient lutté pendant tout le XIX^e siècle contre un cruel et redoutable oppresseur.

Dès lors, la Finlande sur la rive nord, l'Estonie, la Lithuanie, la Lettonie sur la rive sud, ces quatre Etats, qu'on appelle souvent les nouveaux Etats de la

Baltique allaient poursuivre avec succès un dur et incessant effort pour organiser leur appareil politique et administratif, développer leur vie économique et sociale dans le cadre de leur existence indépendante. Mais, en même temps, le souci naturel de ces Etats était d'assurer la persistance de leur indépendance enfin obtenue.

En ce qui la concerne, la Pologne, dès l'origine, retrouve à leur égard les principes de son ancienne politique baltique, les adaptant au temps et aux nouvelles circonstances. Tandis que l'Allemagne et la Russie, ne cachant pas leur mécontentement de l'indépendance des Etats baltes, cherchent plus ou moins habilement à rendre leurs débuts difficiles, la Pologne leur apporte aussitôt tout l'appui moral et, dans certains cas, matériel qui dépendait d'elle. Elle réalise tout de suite que, dans l'intérêt de la paix générale et de la pacification de l'Europe baltique, elle doit soutenir autant qu'elle le peut la consolidation des Etats baltes indépendants.

C'est pourquoi elle répond aussitôt favorablement à l'initiative de la Lettonie et de l'Estonie d'organiser, dès janvier 1920, une conférence réunissant les représentants de la Finlande, de la Lithuanie, de la Pologne, de la Lettonie et de l'Estonie, afin de rechercher en commun les moyens de créer l'Entente baltique.

Quelques mois plus tard, une nouvelle conférence, avec le même objet, se tient à Riga en août 1920. C'était précisément le moment de la grande poussée soviétique contre la Pologne. Les péripéties en furent suivies avec un intérêt passionné dans les Etats baltes, où l'on comprenait que la disparition de la Pologne entraînerait la fin de leur jeune indépendance. Et la victoire de Varsovie fut accueillie par eux avec le plus grand enthousiasme.

Cependant, la création de l'Entente baltique ne devait pas aboutir. La Finlande hésitait de plus en plus à contracter des engagements politiques qui l'auraient amenée à subir le contre-coup d'événements se produisant sur la rive sud de la Baltique. D'autre part, la Lithuanie marquait à l'égard de la Pologne l'attitude la plus catégoriquement hostile et ne voulait pas participer à une combinaison politique dans laquelle celle-ci figurerait.

Toutefois, des conférences réunirent encore périodiquement les ministres des Affaires étrangères d'Estonie, de Lettonie, de Finlande et de Pologne jusqu'en 1925 ; il apparut alors que l'idée d'une Entente baltique était définitivement abandonnée. Il ne resta de ces tentatives que le développement de plus en plus accentué de la collaboration entre l'Estonie et la Lettonie et le sentiment, à Tallinn et à Riga, que la Pologne, pendant toutes ces années d'efforts, avait pratiqué à l'égard des Etats baltes indépendants une attitude extrêmement loyale, sans aucune arrière-pensée de domination politique.

En 1934, l'Entente baltique reparut tout d'un coup, mais elle fut conclue entre la Lettonie, la Lithuanie et l'Estonie seules. Jusqu'à 1939, la collaboration entre les trois Etats se développa de façon satisfaisante.

De 1919 à 1939, vingt années se sont écoulées, au cours desquelles ce qu'on peut appeler l'expérience baltique avait porté ses fruits. Il était apparu de plus en plus clairement que l'existence des trois Etats indépendants, sur la rive sud du golfe de Finlande et du golfe de Riga, était de l'intérêt général. Par le fait même de leur présence, aucune grande puissance continentale ne pouvait s'établir sur la rive orientale de la Baltique et y chercher un point d'appui pour la domination de cette mer. Personne ne pou-

vait réaliser le *dominium maris baltici*. D'autre part, grâce à leur existence, tous les Etats du monde avaient un libre accès à l'hinterland de la rive baltique. Pour reprendre une formule souvent employée, on avait découvert, puis compris, que les trois Etats baltes jouaient ici un rôle sensiblement analogue à celui de la Belgique et de la Hollande sur la mer du Nord, au débouché du Rhin.

Depuis 1919, les Etats baltes avaient toujours eu soin de pratiquer une politique systématique d'équilibre dans leurs rapports avec leurs grands voisins, s'étant efforcés d'avoir avec eux les relations les plus correctes. En fait, ils avaient toujours su éviter qu'on les obligeât, pour des prétextes idéologiques, à préférer l'un à l'autre. Cependant, ils n'ignoraient point que la Russie et l'Allemagne n'avaient pas renoncé à toute ambition de domination baltique.

Aussi, escomptaient-ils l'action de deux autres facteurs pour les soustraire au péril qui pouvait un jour les menacer. Deux facteurs extérieurs : l'intervention politique de l'Angleterre, qui, depuis 1919, avait toujours montré, d'une façon extrêmement discrète, mais nette, qu'elle comprenait la valeur du maintien du nouveau statut de la Baltique pour les intérêts généraux de la communauté européenne ; l'aide militaire de la Pologne. A Tallinn, comme à Riga, on était convaincu que l'intérêt vital polonais lui-même exigeait le maintien de l'équilibre baltique, et qu'en cas de besoin, l'armée polonaise serait l'ultime garantie de l'indépendance lettonne ou estonienne.

Il est d'ailleurs caractéristique qu'au cours des derniers mois qui ont précédé la guerre, la Lithuanie, elle aussi, a fini par réaliser la valeur de la coopération polonaise. On se rappelle qu'au mois de mars 1938, sur une mise en demeure catégorique de la Pologne, la Lithuanie avait accepté de reprendre avec celle-ci

des relations de voisinage normal. Ces relations s'étaient peu à peu développées, si bien qu'au mois d'avril 1939, un incident significatif avait témoigné que la phase de la mise en train des rapports entre les deux pays avait pris fin et que s'ouvrait dans ces rapports une phase nouvelle, riche de toutes les possibilités.

Venant en visite à Varsovie, le généralissime lithuanien Rastikis déclarait : « J'ai trouvé à Varsovie une compréhension totale de notre politique. Dans cette atmosphère de confiance, on peut résoudre des problèmes dont la solution serait autrement inconcevable. Comme les relations de nos deux pays telles qu'elles se sont déroulées au cours de cette année, ont abouti à la normalisation complète de nos rapports, je suis persuadé également que cette normalisation sera encore plus poussée et aboutira à une collaboration plus étroite et à une amitié conforme à la tradition commune de nos deux peuples alliés depuis des siècles. »

Ainsi donc, par la force des choses, tous les intéressés comprenaient que la Pologne était, selon la logique naturelle de la géographie et de l'histoire, le garant le plus sûr de l'indépendance des Etats baltes et, par là-même, le garant de tout l'équilibre de la Baltique. Les faits eux-mêmes se sont chargés de le démontrer : il a suffi qu'au mois de sep-

tembre les vicissitudes de la guerre entraînaient l'éclipse temporaire de la Pologne sur la Baltique pour qu'aussitôt tout cet équilibre fût remis en question. L'U. R. S. S. en a aussitôt profité pour pousser plus en avant, d'abord le long de la rive sud du golfe de Finlande et du golfe de Riga. Cédant à la pression rigoureuse d'une force supérieure, l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie ont dû lui accorder des bases militaires, navales et aériennes, dont la possession a pratiquement ramené la Russie, comme en 1914, jusqu'à l'embouchure du Niémen. Puis elle a entrepris de dominer l'autre rive en attaquant la Finlande.

Qui doutera, désormais, de la valeur que présentait, par le seul fait de sa présence dans l'Europe baltique, la Pologne pour y assurer le maintien de la paix et de l'équilibre ? Mais on aura malheureusement bien d'autres occasions encore de se rendre compte que ce n'est pas seulement sur la Baltique que cette présence de la Pologne était de l'intérêt de tous. Une Europe sans Pologne, c'est, comme l'assurait Napoléon, une Europe sans clef de voûte, parce que, sur le plan spirituel, selon la belle expression d'un grand sermonnaire français d'il y a soixante-quinze ans, c'est une Europe « en état de péché mortel ».

HENRI DE MONTFORT.

DOCUMENTATION POLONAISE

LA VOIX DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Parmi les témoignages de sympathie que la France nous prodigue, il y en a un qui sera particulièrement précieux aux universitaires polonais et, en général, à nos milieux intellectuels. A la séance de rentrée de l'Université de Paris, M. le recteur Roussy consacra aux Universités de Pologne le passage suivant de son discours :

« Messieurs,

« Pour se montrer égales aux tâches qui leur sont proposées, nos Universités n'ont pas besoin d'exemples. Si, cependant, il leur en fallait, ne leur viendraient-ils point en foule de ces Universités de Pologne, de leur énergie, de leur amour des libertés, pour lesquelles mères et élèves sont tombés, confondus dans un même sacrifice. Que notre salut et notre admiration aillent donc à ce « peuple divisé », dont Paul Claudel lamenta si magnifiquement le martyr et prophétisa la résurrection. L'Université de France — je prends ici le terme dans son sens le plus large — celle-là même qui, au Collège de France, fit accueil à Mickiewicz exilé, chantant en ses poèmes du *Dziady* l'héroïsme polonais, celle-là même s'incline aujourd'hui, fraternellement, devant ces Universités-sœurs pour un temps courbées sous le joug de la servitude. »

Ces belles paroles furent immédiatement suivies d'un acte non moins éloquent. Parmi les savants étrangers qui reçurent, à cette occasion, le doctorat *ho-*

noris causa, se trouva également un éminent professeur de l'Université de Varsovie qui, malheureusement, ne put assister à cette cérémonie et duquel nous sommes encore aujourd'hui sans aucune nouvelle. Raison de plus pour publier ici le discours qu'adressa à M. Wacław Sierpiński, absent, le doyen de la Faculté des Sciences, M. Ch. Maurain :

« C'est au mois de mai que la Faculté des Sciences a proposé au Conseil de l'Université M. Sierpiński comme docteur *honoris causa* de l'Université de Paris. Peu après le vote du Conseil, j'avais préparé le discours destiné à présenter M. Sierpiński à la séance solennelle de rentrée de l'Université. Qu'on me permette de lire ces quelques mots sans y rien changer. La Pologne revivra et reprendra ses nobles destinées, et je tiens à honneur de parler de notre cher collègue M. Sierpiński comme si une agression inique ne s'était pas abattue sur son héroïque et glorieuse patrie.

« M. Wacław Sierpiński, professeur à l'Université Joseph Piłsudski de Varsovie, est universellement connu par ses travaux de mathématiques ; il a eu et continue d'avoir une influence de premier plan sur le développement des études mathématiques en Pologne, en même temps que dans les autres pays ; il a joué enfin un rôle prépondérant dans les relations intellectuelles et scientifiques entre la Pologne et la France.

« Né à Varsovie en 1882, M. Sierpiński étudia d'abord à l'Université de cette ville, puis à celle de Cracovie ;

dans l'une et l'autre, il obtint les plus hautes distinctions. Il enseigna d'abord à l'Université de Lwów et, depuis 1919, à l'Université de Varsovie.

« Ses travaux concernent principalement la théorie des ensembles, la topologie et les fonctions de variables réelles. Il a exploré ce domaine abstrait et difficile avec une étonnante pénétration et éclairé par des vues originales ou des exemples inattendus bien des points obscurs. Il s'est, en particulier, attaqué à cette hypothèse du continu sur laquelle se sont brisés les efforts de nombreux mathématiciens, et dont je me risquerai, après consultation, à dire qu'on peut l'exprimer à peu près ainsi : tout ensemble infini de nombres qui en contient plus que la suite des nombres entiers en contient autant que l'ensemble de tous les nombres possibles. M. Sierpiński a consacré tout un ouvrage à l'étude des questions liées à cette hypothèse et aux conséquences importantes qu'on en peut déduire. Son autorité dans la théorie des ensembles est partout reconnue.

« L'originalité et l'importance des travaux de M. Sierpiński les ont répandus dans le monde entier. Ses mémoires et notes, au nombre de plus de 300, ont été publiés, non seulement dans les périodiques polonais, mais dans ceux d'une quinzaine d'autre pays. Il a donné dans la collection de monographies dirigée par M. Emile Borel un volume de : *Leçons sur les nombres transfinitis*. Il a été appelé à faire connaître ses recherches dans un grand nombre d'Universités, parmi lesquelles la Sorbonne se réjouit de figurer ; ses conférences ont eu toujours un grand succès ; ceux qui ont eu la bonne fortune d'écouter M. Sierpiński ont été frappés de la forme parfaite d'un langage où les mots valent à la fois par leur qualité et leur quantité et donnent à la phrase un aspect qu'il semble impossible de modifier sans danger.

« Ce serait restreindre singulièrement la portée de l'œuvre de M. Sierpiński que de se borner à honorer en lui le mathématicien. Il faut y joindre l'animateur et le maître, le créateur de cette belle école mathématique polonaise qui le reconnaît pour son chef et qui, pendant un quart de siècle, a travaillé en profondeur à élucider les problèmes les plus délicats de la théorie des ensembles. Pour en accroître encore la production et la vigueur, M. Sierpiński a créé le périodique *Fundamenta Mathematicæ*, qui présente la particularité d'être réservé à une discipline mathématique déterminée, et qui a récemment fêté son 25^e volume. Les mathématiciens de nombreux pays, et particulièrement ceux du nôtre, ont tenu, par leur collaboration à ce volume, à offrir un hommage à ses efforts et à son succès.

« M. Sierpiński est un savant dans l'acception la plus riche d'un terme qui évoque à la fois l'esprit d'invention, la foi scientifique qui provoque les recherches et éveille les vocations, et la coordination des efforts.

« Nous sommes profondément reconnaissants à M. Sierpiński de tout ce qu'il a fait pour favoriser les relations entre les savants polonais et français ; nous lui devons une gratitude particulière en tant que président de la Société des Sciences et des Lettres de Varsovie : cette société est propriétaire du Palais Staszic, dont une grande partie est mise à la disposition de l'Institut français de Varsovie. Cet institut jouit ainsi d'un bienfait matériel et moral que rend extrêmement précieux la haute autorité de cette académie polonaise et de son président. Celui-ci entretient les relations les plus cordiales avec l'Institut français, et s'emploie avec une active bienveillance à l'organisation de toutes les conférences que des Français vont donner à Varsovie. Le Gouvernement de la République Française a reconnu les

services éminents rendus à notre pays par M. Sierpiński en le nommant officier de la Légion d'honneur.

« La Faculté des Sciences, en proposant M. Sierpiński comme docteur hono-

ris causa de l'Université de Paris, s'est inspirée à la fois des sentiments de l'admiration et de ceux de la reconnaissance. »

LE SORT TRAGIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE CRACOVIE

C'est le 9 novembre que l'Université de Paris rendit ce bel hommage à la science polonaise. Or, au même moment, notre Université de Cracovie, une des plus anciennes et des plus illustres de l'Europe, fondée dès 1364 et réorganisée en 1400 sur le modèle de la Sorbonne, subissait un sort qui est certainement unique dans l'histoire universitaire de tous les pays et de toutes les époques. La veille de ce jour, le 8 novembre, tout son corps enseignant avait été arrêté dans les conditions les plus indignes, pour être ensuite déporté en Allemagne.

Ce n'est que peu à peu que nous parvenions des renseignements plus précis sur ce fait inouï. Nous aurons sans doute à y revenir et à parler des répercussions qu'il aura dans tout le monde civilisé. Mais nous publions dès à présent un bref compte rendu, sobre et authentique, qui vient de nous parvenir de Cracovie.

« Le recteur de l'Université de Cracovie avait invité tous les professeurs, ainsi que les tous les professeurs pensionnés, les chargés de cours et les assistants, à une réunion dans « l'aula magna ». Le représentant du gouverneur devait y faire un rapport au sujet des relations du gouvernement occupant avec la science polonaise. Sur une demande du gouverneur, le recteur Thadée Lehr-Spławiński avait particulièrement demandé à tout le monde de venir exactement à l'heure. Dès que les professeurs s'étaient rassemblés, arriva un employé de la Gestapo, jeune homme aux manières insolentes,

qui déclara que le but de la réunion était l'arrestation des professeurs, à cause d'une prétendue tentative d'ouvrir l'Université sans avoir demandé l'avis du gouverneur.

« Ce prétexte était, selon toute évidence, inventé de toutes pièces, car le recteur avait fait personnellement des démarches auprès du gouverneur pour l'ouverture de l'Université. Quelques instants après, les membres des S. S., armés jusqu'aux dents, pénétrèrent dans la salle et emmenèrent les savants dans les casernes du 20^e régiment, où ils furent obligés de passer toute la journée et toute la nuit debout dans un corridor glacial. Ce ne fut que le lendemain que l'ancien ministre Jules Twardowski, ayant appris par des témoins qui avaient par hasard assisté à la scène, l'internement des savants, demanda l'intervention du président de la ville, ancien maire (bourgmestre) de la ville de Dresde. En fin de compte, la Gestapo consentit à accorder aux professeurs une entrevue silencieuse avec leurs familles. Cette entrevue, qui eut lieu dans la cour des casernes, avait pour but de procurer aux prisonniers des habits et de la nourriture dans de petits paquets qui avaient dû, au préalable, subir un minutieux contrôle. Ensuite, les professeurs furent emmenés dans une direction inconnue. Ce triste sort ne fut épargné qu'aux trois professeurs qui n'étaient pas présents à la réunion, deux à cause d'un mauvais état de santé, le troisième, à la suite d'une intervention chirurgicale. La première étape, pour les évacués, était

Krzeszowice où, selon les nouvelles qui nous parvinrent, on laissa les plus malades dans un château des comtes Potocki, entièrement dévasté. On leur jeta une botte de paille sur le plancher, en guise de lit. Il y avait là, entre autres, MM. St. Estreicher, âgé de 71 ans, et Adam Krzyżanowski, âgé de 75 ans. On libéra seulement le professeur Zoll (un vieillard âgé de 73 ans), en sa qualité de membre de l'Académie allemande de droit. On promit aussi de libérer ceux dont la santé était sérieusement compromise (sans les nommer toutefois). Tous les professeurs arrêtés furent, paraît-il,

déportés à Breslau, quelques-uns peut-être à Troppau.

« Le 25 novembre, on n'avait encore reçu d'eux aucune nouvelle à Cracovie. Les familles sont plongées dans une grande anxiété et ignorent complètement ce que sont devenus tous ces savants malades et âgés, entre autres, le professeur Kostanecki, ancien président de l'Académie Polonaise, âgé de 75 ans. La ville de Cracovie tout entière implore l'intervention des Universités du monde entier. Selon les bruits qui circulent, le recteur, ainsi que quelques professeurs furent malmenés pour avoir protesté. »

L'ÂME POLONAISE VUE DE BERLIN

Il y a quelques semaines, le D^r Hecht, de l'Office allemand de politique raciale (*Rassenpolitiches Amt*), fit à la « *Lesing Hochschule* » de Berlin une série de conférences sur la psychologie du peuple polonais. Nous regrettons de n'en connaître qu'un bref résumé, paru dans la presse, mais il nous éclaire suffisamment sur les idées directrices émises par le conférencier, idées qui nous semblent très caractéristiques de l'attitude de l'Allemagne à l'égard de la Pologne. Elles sont d'autant plus dignes d'intérêt qu'elles partent de quelques constatations tout à fait justes ; mais elles interprètent ensuite les faits observés d'une manière si tendancieuse et si arbitraire, qu'elles déforment entièrement la véritable image de l'âme polonaise.

Rien de plus juste que la constatation initiale suivant laquelle cette âme polonaise est « totalement autre » que l'âme allemande. Et tout aussi juste en est la conclusion qu'il serait un erreur de vouloir assimiler le peuple vaincu au peuple vainqueur, autrement dit : germaniser les Polonais. C'est pourquoi, sans

doute, l'Allemagne hitlérienne préfère les exterminer, sans renoncer d'ailleurs dans la pratique aux méthodes de germanisation qu'elle rejette en théorie. Mais, revenant à cette théorie, il convient de se demander quelles sont, suivant M. Hecht, les différences essentielles entre les psychologies des deux peuples.

Il reconnaît tout d'abord à l'âme polonaise une douceur ou mollesse (*Weichheit*) qui, cependant, n'est, à son avis, aucune qualité digne d'éloges, car elle s'oppose au sens germanique de l'ordre et du devoir civique. Elle révèle, suivant l'auteur, une mentalité grégaire (*Hausseele*) et une attitude foncièrement anarchique. Cette affirmation gratuite ne nous prouve que l'incompréhension complète de l'Allemand pour ce que, déjà, des écrivains du XVI^e siècle nommaient, en effet, le « *dulcis sanguis Polonorum* », pour l'opposition du Polonais contre la conception du « surhomme », pour son idéal démocratique de liberté et pour son respect, foncièrement chrétien, de la personne humaine. Mais l'incompréhension

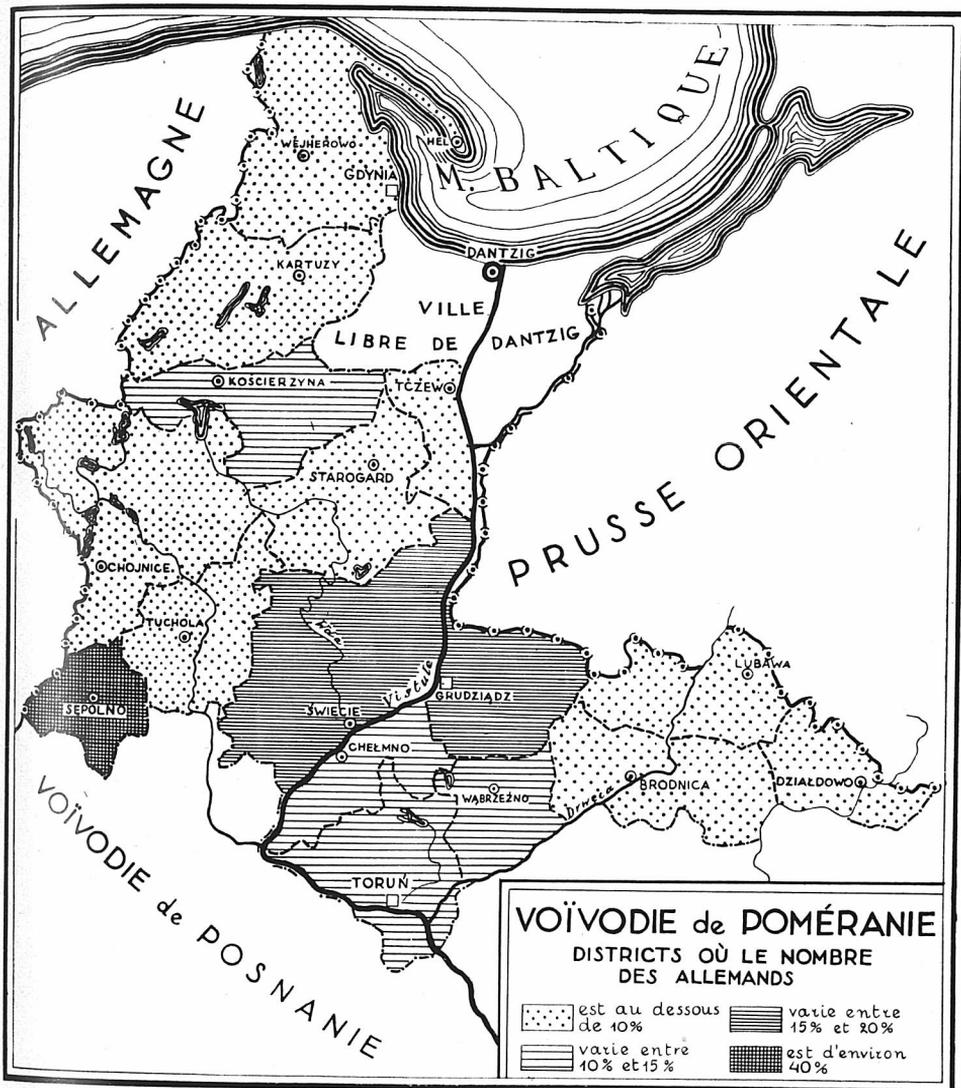
devient une injure inqualifiable lorsque M. Hecht déduit de cet esprit soi-disant anarchique la « fureur de destruction » (*Zerstörungswut*) des Polonais vis-à-vis des témoignages d'une culture supérieure, et lorsqu'il les accuse, de même que les Ukrainiens et les Russes, d'un camouflage (*Tarnung*) qui leur permet de sembler différents de ce qu'ils sont réellement. Ne serait-ce pas pour « camoufler) les récents exploits du « furor teutonicus » et pour détourner l'attention de tout ce que les Allemands viennent de détruire en Pologne de monuments d'un vieille civilisation, qu'on invente de pareilles accusations ?

Mais la douceur polonaise, qui semble si « anarchique » au rude Teuton, serait responsable également de ce messianisme polonais qui se complaît dans la souffrance et dans l'humiliation. Et l'auteur va jusqu'à prétendre qu'au fond les Polonais ne sont nullement mécontents de leur défaite actuelle, puisqu'elle les orne une fois de plus de la couronne du martyr et leur gagne de nouveau la compassion des autres peuples ! C'est ainsi que la logique allemande voudrait profiter des spéculations les plus élevées de la pensée polonaise pour faire croire qu'en nous infligeant les souffrances les plus atroces, les Allemands ne font, à vrai dire, que combler nos vœux. Reste encore qu'ils nous demandent de la reconnaissance pour ce nouveau « bienfait » ! En attendant, l'auteur se limite à voir dans cette attitude une des sources du chauvinisme polonais, d'un chauvinisme bien inoffensif, semble-t-il, puisqu'il se réjouit de souffrir lui-même, incompréhensible en tout cas pour l'Allemand qui préfère faire souffrir les autres.

Mais la source principale du chauvinisme polonais serait — chose bien inattendue — notre culte de la femme ! Ici,

l'observateur allemand a de nouveau constaté un fait que non seulement nous ne pensons pas contester, mais dont nous sommes fiers. Mais, de nouveau, il n'arrive pas à comprendre cette belle et haute qualité de l'âme polonaise, qui l'a frappé. Il n'aperçoit même pas que ce culte de la femme est une noble floraison de la sensibilité polonaise, et s'efforce d'y trouver les traces d'une institution juridique (*mutterrechtliche Lebensordnung*), d'une sorte de matriarcat, totalement inconnu en Pologne. Mais ce qui est plus grave, c'est ce qu'il voit dans ce culte, y compris celui de la Vierge Marie, quelque chose de répréhensible, voire de dangereux. Et il n'hésite pas d'accuser précisément les femmes polonaises, si influentes dans la nation tout entière, des pires bestialités (!), des plus odieuses atrocités qui auraient été commises en Pologne contre les soldats allemands.

Cette calomnie infâme se passe de tout commentaire. Ce qui, par contre, est fort significatif, c'est que, de l'avis du D^r Hecht, il faudrait soustraire à la femme polonaise, fût-elle mère ou institutrice, toute l'éducation des enfants, pour faire disparaître en Pologne le « chauvinisme pernicieux ». Quel bel hommage rendu au patriotisme de la femme polonaise, par le représentant d'un peuple qui voudrait arracher à l'adversaire jusqu'à l'amour de la patrie ! Et combien juste, de nouveau, est la conclusion finale que même la disparition de ce chauvinisme ne suffirait pas pour créer une « camaraderie » entre les deux peuples ! Seulement, ce qui a rendu impossible ce « Kameradschaftliches Nebeneinander », ce n'est certes pas la femme polonaise, ni même la différence psychologique entre voisins, mais le crime du 1^{er} septembre 1939 et tout ce qui le prolonge jusqu'à l'heure actuelle.



LA STATISTIQUE LINGUISTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE

(Suite)

La Voïévodie de Poméranie

Nous commençons l'étude détaillée des différentes provinces polonaises, en examinant tout d'abord la statistique linguistique de nos confins occidentaux, des régions qui avaient appartenu à la Prusse depuis les partages de la Pologne jusqu'au traité de Versailles, et que l'Allemagne hitlérienne prétend annexer une fois de plus. Parmi les trois voïévodies qui constituent cette partie de la République, celle de Poméranie sera étudiée la première, non seulement parce que cet ordre résulte de la situation géographique, mais aussi, et surtout, parce que c'est elle qui, artificiellement et tendancieusement dénommée « corridor » ou « couloir », était, depuis vingt ans, le principal objet des revendications allemandes.

Nous l'appelons Poméranie, puisque telle est la traduction exacte de son vieux nom polonais de « Pomorze ». Pour distinguer cette Poméranie polonaise, orientale, de la Poméranie allemande, occidentale (Pommern), on la nomme parfois aussi « Pomérellie » (en allemand : Pomerellen). Arrachée à la Pologne en 1308 par l'Ordre Teutonique, elle resta rattachée à la Prusse jusqu'en 1466 et revint alors à la Pologne sous le nom de « Prusse Royale ». Tandis que le reste de la Prusse, dite « ducale » depuis la sécularisation de l'Ordre Teutonique, en 1525, était, jusqu'en 1657, un fief de la Couronne de Pologne, la Prusse Royale demeura partie intégrante de la Pologne jusqu'au premier partage de 1772 (les villes de Dantzig et de Toruń jusqu'au

deuxième partage de 1793), pour devenir ensuite la province allemande de Prusse occidentale (Westpreussen). En 1919, elle fut rendue à la Pologne, mais en des limites plus restreintes que dans le passé, et c'est pourquoi ce territoire, divisé jadis en trois voïévodies, dont l'une seulement, avec Dantzig comme capitale, s'appelait voïévodie de Poméranie, n'en forme qu'une seule dans la Pologne nouvelle.

Le nouveau tracé de la frontière s'inspira du souci de n'attribuer à la Pologne que des régions essentiellement polonaises au point de vue ethnographique, et c'est pourquoi les districts qui avaient été fortement germanisés sous la domination prussienne, furent laissés à l'Allemagne. C'est ce qui nous explique l'énorme prépondérance de l'élément polonais sur tout le territoire de la Poméranie actuelle, prépondérance qui résulte très nettement du recensement de 1931. Suivant le tableau général, publié dans le précédent fascicule de notre revue (pp. 126-127), sur les 17 voïévodies de la République, trois seulement ont un pourcentage de population polonaise encore un peu plus élevé que la Poméranie où 89,8 % des habitants ont indiqué le polonais comme leur langue maternelle. Le tableau spécial que nous publions actuellement, nous renseigne sur la statistique linguistique des différents districts ; de même que la carte géographique qui lui sert d'illustration, il nous montre la distribution de la minorité allemande qui

n'atteint un pourcentage considérable (40,4) que dans un seul district, celui de Sepolno. Dans aucun autre, les Allemands ne dépassent 18,1 % ; dans la plupart, ils restent au-dessous de 10 %. Les autres minorités sont tout à fait insignifiantes, car même les Juifs sont très peu nombreux dans cette partie de la Pologne ; pour simplifier le tableau, nous avons réuni en une seule et même rubrique les personnes parlant le yiddish et celles qui se servent de l'hébreux, et même ainsi, cette partie de la population n'arrive nul part, en Poméranie, à 1% du chiffre total. Parfois, elle fait tout à fait défaut. Peu importants, également, sont les chiffres de la rubrique où nous avons réuni les personnes qui, lors du recensement, ont indiqué soit une autre langue maternelle quelconque, soit n'ont pas répondu à cette question de l'enquête.

La statistique distingue, pour chaque district, la population des villes et celle des communes rurales. Or, il est intéressant de constater que dans les villes, le pourcentage des Allemands est, en général, moins élevé que dans les campagnes. C'est ce qui nous explique également que les districts de la Poméranie, qui sont exclusivement formés par des villes : celles de Gdynia, de Grudziadz et de Toruń, ont une prépondérance polonaise particulièrement accentuée. Sur la carte, nous avons indiqué ces villes-districts par un carré blanc. Parmi les autres villes plus importantes, celle de Tczew, sans former de district spécial, figure également dans la statistique ; dans ce cas particulier, les Allemands sont relativement plus nombreux dans ce centre du district que dans ses communes rurales, mais sans atteindre 10 %.

District	Total	Polonais	%	Allemands	%	Juifs	%	autres
BRODNICA	56.287	50.990	90,6	5.100	9,0	96	0,2	101
Villes	11.218	10.667	95,1	447	4,0	82	0,7	22
Communes rurales.	45.069	40.323	89,5	4.653	10,3	14	0,0	79
CHELMNO	52.765	44.700	84,7	7.930	15,0	23	0,0	112
Villes	12.455	11.768	94,5	655	5,3	21	0,2	11
Communes rurales.	40.310	32.932	81,7	7.275	18,1	2	0,0	101
CHOJNICE	76.935	68.999	89,7	7.631	9,9	8	0,0	297
Villes	21.859	19.755	90,4	2.035	9,3	8	0,0	61
Communes rurales.	55.076	49.244	89,4	5.596	10,2	0	0,0	236
DZIAŁDOWO	42.716	39.645	92,8	2.862	6,7	117	0,3	92
Villes	9.140	8.424	92,1	609	6,7	79	0,9	28
Communes rurales.	33.576	31.221	93,0	2.253	6,7	38	0,1	64
GDYNIA -ville	33.217	32.554	98,0	329	1,0	24	0,1	310
GRUDZIĄDZ -ville.	54.014	49.636	91,9	3.608	6,7	454	0,8	316

District	Total	Polonais	%	Allemands	%	Juifs	%	autres
GRUDZIĄDZ	42.801	34.902	81,5	7.760	18,1	0	0,0	139
Villes	4.455	3.839	86,2	596	13,4	0	0,0	20
Communes rurales.	38.346	31.063	81,0	7.164	18,7	0	0,0	119
KARTUZY	68.674	64.103	93,3	4.445	6,5	19	0,0	107
Villes	4.917	4.641	94,4	256	5,2	19	0,4	1
Communes rurales.	63.757	59.462	93,3	4.189	6,6	0	0,0	106
KOŚCIERZYNA	51.716	45.658	88,3	5.978	11,6	0	0,0	80
Villes	10.710	9.860	92,1	828	7,7	0	0,0	22
Communes rurales.	41.006	35.798	87,3	5.150	12,6	0	0,0	58
LUBAWA	53.621	51.812	96,6	1.612	3,1	65	0,1	132
Villes	9.887	9.572	96,8	237	2,4	64	0,6	14
Communes rurales.	43.734	42.240	96,6	1.375	3,2	1	0,0	118
SĘPOLNO	29.563	17.538	59,3	11.942	40,4	31	0,1	52
Villes	9.174	5.836	63,6	3.284	35,8	31	0,3	23
Communes rurales.	20.389	11.702	57,4	8.658	42,5	0	0,0	29
STAROGARD	71.829	67.937	94,6	3.433	4,8	258	0,4	201
Villes	16.536	15.413	93,2	1.005	6,1	61	0,4	57
Communes rurales.	55.293	52.524	95,0	2.428	4,4	197	0,4	144
ŚWIECIE	87.998	74.171	84,3	13.422	15,3	129	0,1	276
Villes	13.267	11.728	88,4	1.353	10,2	123	0,9	63
Communes rurales.	74.731	62.443	83,6	12.069	16,1	6	0,0	213
TCZEW	67.399	62.832	93,2	4.359	6,5	64	0,1	144
Villes	30.292	27.753	91,6	2.449	8,8	64	0,2	26
Dont Tczew	22.542	20.340	90,2	2.121	9,4	61	0,2	20
Communes rurales.	37.107	35.079	94,5	1.910	5,1	0	0,0	118
TORUŃ-ville	53.993	51.006	94,5	2.450	4,5	272	0,5	265
TORUŃ	60.214	52.909	87,9	7.124	11,8	39	0,1	142
Villes	16.183	15.623	96,5	491	3,0	37	0,2	32
Communes rurales.	44.031	37.286	84,7	6.633	15,0	2	0,0	110
TUCHOLA	41.249	37.990	92,1	3.151	7,6	3	0,0	105
Villes	5.427	5.138	94,7	280	5,2	3	0,1	6
Communes rurales.	35.822	32.852	91,7	2.871	8,0	0	0,0	99

District	Total	Polonais	%	Allemands	%	Juifs	%	autres
WABRZEŹNO ...	49.852	42.346	85,0	7.051	14,1	259	0,5	206
Villes	15.261	13.802	90,4	1.117	7,3	253	1,7	89
Communes rurales.	34.591	28.544	82,5	5.934	17,2	6	0,0	107
WEJHEROWO ..	85.295	79.658	93,4	5.213	6,1	104	0,1	320
Villes	16.354	14.815	90,6	1.411	8,7	104	0,6	16
Communes rurales.	68.941	64.843	94,1	3.794	5,5	0	0,0	304

Au total, la voïévodie de Poméranie comptait, en 1931, 1.080.138 habitants, dont 969.386 (89,8 %) parlaient le polonais, 105.400 (9,8 %) l'allemand, 1.965 (0,2 %) le yiddish ou l'hébreux, le reste, c'est-à-dire 3.387, ayant indiqué une autre langue ou n'ayant fait aucune déclaration à ce sujet.

Parmi la population urbaine qui s'élevait à 348.359, les Polonais comptaient 321.830 (92,4 %), les Allemands, 23.448 (6,7 %) ; pour les communes rurales,

dont la population totale comptait 731.779, ces chiffres étaient, respectivement, de 647.556 (88,5 %) et de 81.952 (11,2 %). Les juifs se trouvent presque exclusivement dans les villes.

(à suivre)

ERRATUM. — A la page 128 du 2^e numéro, le chiffre de 21,5 % (ligne 15 de la première colonne), doit être remplacé par celui de 62,5 %.

LA FRANCE ET LA POLOGNE DANS LEURS RELATIONS ARTISTIQUES

ANNUAIRE HISTORIQUE
ÉDITÉ PAR LA BIBLIOTHÈQUE POLONAISE DE PARIS

Rédacteur en chef : J. ŻARNOWSKI

SOMMAIRE DU PREMIER VOLUME (1938)

Monuments élevés en France à la gloire de Jean Sobieski, par M. Paul Vitry. — Une vue de Varsovie par Van Blarenberghe à la Bibliothèque de Versailles, par M. J. Żarnowski. — Jan Ziarnko, peintre-graveur polonais, et son activité à Paris au premier quart du XVII^e siècle ; étude suivie d'un catalogue raisonné de l'œuvre gravé de Ziarnko, par Mlle St. M. Sawicka. — Les relations artistiques entre la France et la Pologne au XVII^e et au XVIII^e siècles. Première partie : Le XVII^e siècle, Sobieski et les magnats, par M. Pierre Francastel. — François Selimand, par M. T. Mańkowski. — Miscellanées : Une reliure de 1756 aux armes d'Ossoliński, par M. Pierre Boyé. — Bibliographie : Etudes de M. Z. Batowski sur Pillement et Kamsetzer, par M. T. Mańkowski. — La peinture polonaise à l'époque des Jagellons, par M. M. Gębarowicz. — Notices bibliographiques. — La Bibliothèque Polonaise de Paris, Section de l'histoire de l'art. — 368 pages, 139 illustrations.

Prix du volume : 100 francs.

2^e ANNÉE, JANVIER-JUIN 1939, n^o 1-2

SOMMAIRE : Delacroix, Chopin et la Société Polonaise, par M. André Joubin. — Les relations artistiques entre la France et la Pologne au XVII^e et au XVIII^e siècles. Deuxième partie : Traditions et nouveautés aux temps des rois saxons ; troisième partie : L'internationalisme au temps de Stanislas Auguste (*suite et fin*), par M. Pierre Francastel. — La Bibliothèque Polonaise de Paris, Section de l'histoire de l'art. Bibliographie. Wilno, ville d'art, par M. Pierre Duménil. — Notices bibliographiques.

Prix de ce fascicule double : 60 francs.

6, Quai d'Orléans, Paris-IV^e.